

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAZETTE

**DÉBAT DE
SPÉCIALISTES :**
LA POLICE DOIT-ELLE
RENONCER AUX
CODES 10 POUR MIEUX
COMMUNIQUER? P. 12

VOL. 75, N° 2, 2013

À L'UNISSON OPÉRATIONS CONJOINTES ET PARTENARIATS EFFICACES

**S'UNIR CONTRE LA
CRIMINALITÉ**
MOTARDS CIBLES DANS
DES ENQUÊTES
MULTIORGANISMES P. 7

**OBTENIR DES
PREUVES**
L'ÉQUIPE INTÉGRÉE
ANTIEMEUTES DE
VANCOUVER INNOVE P. 14

MÉDECIN À L'ÉCOUTE
LA POLICE D'OTTAWA ET
DES MÉDECINS AIDENT LES
PERSONNES EN DÉTRESSE P. 18

**STRESS QUAND
TU NOUS TIENS**
CONSEILS ET AIDE
AUX AUTRES P. 28

RCMP - GRC . GC . CA



Gendarmerie royale
du Canada

Royal Canadian
Mounted Police

Canada

UNE TRADITION
CÉLÉBRÉE
DEPUIS 75 ANS

Gazette

Scannez afin de lire des
exclusivités en ligne.





DOSSIERS

- 7 La police s'unit contre le crime organisé
- 10 Un partenariat met fin à la contrebande vers le Nord
- 11 Un programme d'échange mutuellement avantageux
- 12 Débat des spécialistes : La police doit-elle renoncer aux codes 10?
- 14 Identifier des visages après les émeutes de la Coupe Stanley
- 16 Questions et réponses : Avantages et défis des opérations conjointes
- 18 La police d'Ottawa et des médecins s'allient pour aider les personnes en détresse
- 20 Entraide après le séisme à Christchurch
- 22 L'importance de la communication lors de manifestations
- 23 L'Opération Tornado cible les vols de métaux au R-U.
- 24 Une escouade s'attaque à la criminalité dans les ports



RUBRIQUES

- 4 Éditorial
- 5 Actualités
- 26 Les faits : Cruauté envers les animaux
- 27 Pratique exemplaire : Un règlement anti-intimidation
- 28 Reportage : Pour composer avec le stress organisationnel
- 30 Reportage : Une vidéo sur les victimes de la traite
- 32 Questions et réponses : Un ancien analyste de la GRC au secours des victimes d'exploitation
- 33 Nouvelle technologie : La police demande l'aide du public
- 34 À l'avant-scène
- 36 Dernières tendances : Une université aide des étudiants à se racheter





DES PARTENARIATS EFFICACES



On dit souvent que deux avis valent mieux qu'un, et c'est certainement vrai dans le monde policier.

Qu'il s'agisse d'intervenir par suite d'une catastrophe naturelle, d'enquêter sur un crime chevauchant des territoires ou de s'armer contre une tendance criminelle, l'union fait la force. Mais surtout, le degré de coordination, l'éventail des partenariats et l'efficacité de la communication interservices évoluent constamment, pour le mieux.

Notre chroniqueuse, Sigrid Forberg, aborde deux enquêtes, une en C.-B. et l'autre, au Manitoba, qui ont permis d'importantes avancées dans la répression du crime grâce à la collaboration entre la GRC et ses partenaires policiers.

Mallory Procutier se penche sur un partenariat entre la police et Postes Canada visant à rendre les collectivités du Nunavut plus sûres par la répression de la contrebande. En Ontario, la GRC, l'OPP et la Police de Hamilton unissent leurs forces dans le cadre d'un programme d'échange policier : les participants peuvent non seulement mettre en commun de l'information avec facilité, mais surtout, ils apprennent le genre d'information dont leurs homologues ont besoin.

Les enquêtes d'envergure nécessitent une coordination précise. Dans notre entrevue avec trois enquêteurs chevronnés des crimes graves en C.-B., chacun nous explique les méthodes qui fonctionnent et les écueils à éviter dans une opération conjuguée.

Nous nous intéressons aussi à l'équipe intégrée qui a enquêté sur les émeutes

survenues en 2011 à Vancouver lors de la finale de la Coupe Stanley : ses 70 membres issus de huit services ont travaillé avec rapidité pour identifier les émeutiers à partir de milliers d'images.

La police d'Ottawa a décidé que deux avis valent mieux qu'un lorsqu'il s'agit d'intervenir auprès de personnes souffrant de troubles de santé mentale. Dans le cadre d'un projet pilote mené en collaboration avec l'Hôpital d'Ottawa, un policier et un médecin répondent ensemble aux situations de crise pour évaluer la personne dans son foyer et fournir les ressources voulues. Ce partenariat permet d'éviter au client et au policier de longues attentes à l'hôpital et désengorge les urgences.

Nos partenaires à l'étranger nous font part des difficultés de coordonner les secours dans la foulée du séisme dévastateur à Christchurch (Nouvelle-Zélande) et des avantages de collaborer avec le secteur privé pour réprimer la flambée de vols de métaux au Royaume-Uni. Et le crime dans le secteur riverain en Australie est en recul grâce aux initiatives d'une escouade interorganismes.

Vous pourrez aussi lire au sujet de l'adoption d'un règlement anti-intimidation à Hanna (Alberta), d'une initiative de justice réparatrice dans une université à Halifax et des efforts d'un ancien analyste de la GRC pour lutter contre l'exploitation des enfants au Cambodge.

Bonne lecture et bon été. »

— Katherine Aldred

EN COUVERTURE : Dans le Lower Mainland en Colombie-Britannique, il y a de l'action et les enquêtes multiorganismes sont chose courante. Photo: GRC

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

JOURNALISTES : Sigrid Forberg, Mallory Procutier

GRAPHISME : Lisa McDonald-Boung

ADMINISTRATION ET DIFFUSION : Bernard Rice

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : Performance Printing

La Gazette (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La Gazette paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la Gazette. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2013 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leblond,
M-8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet :
www.rcmp-grc.gc.ca

Suivez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/grcgrc

Suivez-nous sur Twitter :
@grcgrcpolice #gazettegrc

Visualisez nos vidéos sur YouTube :
www.youtube.com/rcmpgrcpolice

Abonnez-vous aux mises à jour RSS :
www.rcmp-grc.gc.ca/rss/index-fra.htm



CARTOGRAPHIER LA CRIMINALITÉ

Les résidents de la municipalité régionale de Halifax, en Nouvelle-Écosse, peuvent maintenant voir en ligne les formes de criminalité observées dans leur quartier.

En février, la ville a lancé une carte interactive qui permet aux résidents de vérifier où se commettent les vols qualifiés, les agressions, les vols de véhicules motorisés ou d'articles s'y trouvant et les introductions par effraction dans les différents secteurs de la municipalité régionale de Halifax relevant soit de la Police régionale de Halifax (PRH), soit de la GRC.

L'initiative est née du désir du public d'en savoir davantage sur les crimes commis à Halifax. Bill Moore, chef adjoint de la PRH, dit que les cinq types de criminalité choisis dans un premier temps sont ceux contre lesquels les gens peuvent se prémunir.

« On espère sensibiliser les citoyens pour qu'ils réduisent eux-mêmes leurs chances d'être victimes de crimes de ce genre, explique-t-il. Les formes de criminalité qu'on a choisies sont celles qui se prêtent le mieux à

des mesures de prévention, selon nous. »

La carte, conçue par le Strategic Technology Unit (STIU) de la PRH, stocke aux fins de recherche les données accumulées pendant jusqu'à sept jours au plus. Tout au long du processus d'élaboration, le STIU a consulté d'autres villes et corps policiers qui utilisaient déjà des techniques semblables, avec l'aide du groupe de la technologie de la Municipalité.

« On a déterminé les besoins et on a retenu le meilleur de chaque site », résume Gursharan Singh, gestionnaire du STIU. « La carte est aussi facile à utiliser que Google Maps. »

La carte est actuellement à l'état de projet pilote. La PRH attend les commentaires du public pour déterminer s'il y a lieu d'y ajouter d'autres types de crimes ou de modifier les périodes de stockage des données. Bill Moore ajoute qu'en plus d'aider les gens à réduire leur vulnérabilité au crime, la carte montre quels genres d'infractions occupent la police à Halifax.



Le chef adjoint Bill Moore démontre le fonctionnement de l'application de cartographie à l'occasion du lancement du système.

« Il s'agit vraiment d'accroître la transparence en ce qui concerne notre travail, estime-t-il. On répond à des centaines d'appels par jour, et cette carte aidera à les mettre en contexte. Ce n'est pas une façon pour la police de filtrer l'information sur ce qui se passe. »

— Sigrid Forberg

UN 1 000^e FUGITIF ARRÊTÉ

Une équipe de la GRC de Winnipeg et du Service de police de Winnipeg (SPW) qui trouve des fugitifs a célébré sa 1 000^e arrestation.

Depuis septembre 2011, le Warrant Apprehension Unit (WAU) débusque des individus dans la région de Winnipeg qui font l'objet d'un mandat non exécuté pour des infractions violentes.

Le WAU a été créé dans le seul but de trouver les quelque 30 000 individus recherchés à ce moment-là dans la province.

« Les patrouilleurs sont libres de se concentrer sur leurs tâches maintenant, car ils ne tombent plus tout le temps sur des personnes recherchées », affirme le serg. John O'Donovan du SPW.

Composé de trois membres de chaque service de police et divisé en équipes de deux, le WAU travaille à partir du quartier général (QG) du SPW où il a accès à un laboratoire d'identité judiciaire, un lieu de détention et aux outils de signalement de la GRC et du SPW. Ainsi, si un suspect est appréhendé, il peut être écroué au QG du SPW et l'équipe peut retourner sur le terrain en une heure.



Au sein de ce groupe bien soudé, chaque service de police tire profit de l'expertise de l'autre. Selon O'Donovan, la GRC apporte une expérience rurale au centre urbain et reçoit du SPW de nombreux contacts et de l'information pour aider avec ce type d'affaires.

« Si les détachements de la GRC ont besoin d'aide pour trouver un individu recherché, ils peuvent faire appel à notre groupe, soutient le cap. Glen Binda de la GRC à Winnipeg. Sans l'information du SPW, il serait très difficile de localiser ces individus. »

Comme le groupe patrouille dans les rues cinq jours par semaine, les fugitifs ont beaucoup plus de difficulté à se cacher.

« Nous constatons que lorsque nous arrêtons un individu qui a violé les exigences de sa libération sous caution, il n'est pas libéré à nouveau et les procédures judiciaires se font beaucoup plus rapidement, souligne O'Donovan. Certains d'entre eux plaident même coupables. »

— Mallory Procnier



LE CANADA RECUEILLERA LES DONNÉES BIOMÉTRIQUES DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS

Dès ce printemps, les demandeurs de visas de résident temporaire du Canada provenant de 30 pays devront accompagner leur demande de données biométriques. Tous les demandeurs de ces pays auront l'obligation de fournir de telles données d'ici décembre 2013.

Qu'ils viennent en visite, pour étudier ou travailler, les demandeurs devront se rendre dans un centre de réception des demandes de visa pour une prise d'empreintes digitales et de photo numérique. L'initiative, dirigée par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), en partenariat avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et la GRC, vise à lutter contre la fraude à l'identité à la frontière et à faciliter l'entrée des voyageurs légitimes.

Chris Gregory, directeur de Gestion de l'identité et échange d'information à CIC, affirme que le recours aux empreintes aidera à faire en sorte que seuls les demandeurs légitimes puissent entrer au Canada et que ceux qui tentent de cacher s'être fait refuser le statut de réfugié, avoir été déportés ou avoir commis un crime au Canada en soient exclus.

Selon Gregory, les données biométriques sont très utiles pour arrêter les criminels qui demandent à plusieurs reprises d'entrer au Canada sous divers prétextes. Plus de 60 pays



D'ici la fin de 2013, les données biométriques — dont les empreintes digitales et les photographies numériques — de tous les demandeurs de visas temporaires qui entrent au Canada depuis l'un des 30 pays désignés seront obligatoires.

utilisent maintenant les données biométriques pour gérer leurs frontières. La fraude à l'identité n'est pas un problème propre au Canada.

Leslie Toope, directrice de la Division des opérations en matière de biométrie et transition du projet à CIC, ajoute que la biométrie a renforcé la capacité du gouvernement du Canada à ne faire entrer au pays que les demandeurs légitimes en offrant à l'ASFC les outils nécessaires pour s'assurer que la personne qui se présente à la frontière soit celle qui a demandé le visa.

« Il s'agit d'un outil qui aide une personne à établir sa propre identité, sans qu'on la prenne pour quelqu'un d'autre ayant des caractéristiques biographiques similaires », explique Toope.

Les SCICTR recueilleront et géreront les empreintes digitales des ressortissants dans le cadre du processus de demande de visa. David Oldford, un analyste de gestion qui travaille au projet de biométrie pour les résidents temporaires (BRT) de la GRC, précise que l'ajout de ces données dans le dépôt d'empreintes digitales aidera la collectivité policière à renforcer la sécurité publique.

« La GRC a le mandat d'aider les autres organismes gouvernementaux à remplir leurs fonctions, souligne Oldford. Pour la police, il s'agit d'un avantage puisque nous disposons maintenant d'informations supplémentaires pour appuyer les enquêtes criminelles. »

— Sigrid Forberg

UNE JOURNÉE DANS LA VIE DE...

La GRC en Saskatchewan donne au public un aperçu de ses activités quotidiennes.

Le 17 janvier 2013, Natalie Gray, conseillère en stratégies de communication de la GRC en Saskatchewan, a visité la station de transmissions opérationnelles (STO) de la province et écrit des messages sur Twitter sur le travail des opérateurs (appels, répartition, etc.).

« Nous avons pensé que cette activité serait une bonne occasion de montrer le travail des répartiteurs et qu'elle servirait aussi en quelque sorte d'outil de recrutement pour les STO », affirme Gray.

Cette visite a eu lieu après un autre événement Twitter très réussi où Gray, lors d'une nuit très occupée, a décrit chaque appel reçu à la STO. Même si la dernière activité s'est déroulée lors d'une soirée d'hiver anormalement tranquille, le compte Twitter de la

GRC a été bombardé de réponses du public soulignant à quel point la STO était occupée.

« Nous ne pouvions donner que des bribes d'information sur les appels, mais cela semble avoir permis au public de mieux comprendre ce que nous faisons », souligne Marg Zwaal, gestionnaire de la STO.

Selon Zwaal, l'activité a aussi permis de sensibiliser le public à l'utilisation appropriée du service de la STO et aux questions auxquelles les appelants doivent s'attendre à répondre.

De plus, elle a dit que l'activité a remonté le moral des opérateurs qui ont pu lire les commentaires reçus sur Twitter à propos de leur excellent travail.

« Nous avons appris que notre travail compte et que le public l'apprécie, déclare un opérateur de la STO. C'était une expérience très enrichissante pour tous les participants. »

D'après Gray, ces types d'événements Twitter, qui ont évolué naturellement depuis que la GRC a intégré les médias sociaux à ses opérations, viennent satisfaire la curiosité du public au sujet du travail policier.

« Le public ne sait pas dans quelles circonstances on nous appelle et grâce aux médias sociaux, on peut lui en donner un aperçu », soutient Gray.

— Mallory Procnier





CNC



L'an dernier, au terme d'une enquête de deux ans sur les Hells Angels, des membres à Kelowna ont saisi plus de 4 millions \$ et arrêté huit individus.

L'ART D'ENQUÊTER SUR DES AFFAIRES COMPLEXES

LA POLICE S'ATTAQUE AU CRIME ORGANISÉ

Par Sigrid Forberg

Le savoir confère le pouvoir, surtout dans le cas d'affaires complexes, et pour monter un dossier sans faille, les policiers ne doivent ménager aucun effort.

Ce qui signifie, en particulier dans les enquêtes sur le crime organisé, communiquer et collaborer avec d'autres services de police et des organismes partenaires. Qu'il s'agisse d'agents de liaison un peu partout dans le monde, de l'avocat de la Couronne, d'agents du service de police local ou d'une autre section au sein de son propre service de police, tous ont une contribution à apporter.

Tandis que la GRC poursuit son projet de formaliser les liens interdisciplinaires au pays, l'efficacité de ses enquêtes conjointes et des groupes de travail confirment les avantages de décloisonner les activités de la police.

ORGANISÉ CONTRE LE CRIME

L'an dernier, la GRC à Kelowna, en Colombie-Britannique, a conclu une enquête

échelonnée sur près de deux ans sur des membres haut placés des Hells Angels avec la saisie de plus de 4 millions de dollars et l'arrestation de huit personnes, éventuellement accusées de complot en vue d'importer près de 500 kilogrammes de cocaïne.

La Gendarmerie a également porté des accusations contre la bande en tant qu'organisation criminelle et une fois la bande condamnée, il s'agira d'un précédent en C.-B.

Une partie de cette efficacité repose sur le travail d'équipe exercé en coulisse. Ainsi, le groupe antidrogue de Kelowna a eu vent qu'un groupe exportait de la marijuana aux États-Unis pour importer de la cocaïne de ce côté-ci de la frontière. Au fil de l'enquête, baptisée E-Predicate, le dossier a pris de l'ampleur, menant les enquêteurs aux confins de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

« C'est devenu une enquête d'envergure, échelonnée sur deux ans, souligne le

cap. Ken Johnston, l'enquêteur en chef. Certains jours, les séances d'information réunissent de 47 à 50 personnes. »

Le chef du Projet E-Predicate, le s.é.-m. Brian Gateley, explique qu'il fallait déployer ce nombre d'effectifs en raison des cibles de l'enquête : un membre de la bande en particulier figure parmi les trois premiers acteurs du crime dans l'ouest du pays.

Avec l'élargissement de la portée de l'affaire, il a fallu mobiliser davantage de ressources et établir des partenariats. On a donc fait appel à des enquêteurs des quatre coins de la province, et fait passer l'équipe permanente de 18 à 35 personnes. Les rapports avec les agents de liaison et les services de police étrangers ont joué un rôle crucial pour maintenir l'enquête sur la bonne voie et obtenir les renseignements et les preuves voulus.

Le s.é.-m. Gateley a également travaillé étroitement avec le procureur en chef adjoint de la province afin de veiller à ce que

DOSSIER

OPÉRATIONS CONJOINTES



l'enquête se déroule avec efficacité, et dans les règles, dans la mesure où les techniques utilisées peuvent influencer sur l'issue du procès.

« Ce n'est que grâce à la mobilisation de tous ces intervenants que nous avons pu progresser dans l'enquête, explique le s.é.-m. Gateley. Ce dossier nous a permis de nouer de solides partenariats à l'interne et à l'externe : en tout, nous avons recueilli des notes de près de 400 policiers. »

UNE ENTRAIDE AVANTAGEUSE POUR TOUS

Au Manitoba, le crime organisé opère essentiellement à Winnipeg. C'est pourquoi la GRC a noué un partenariat avec le Service de police de Winnipeg (SPW) en 2004 afin de former le Groupe de travail intégré sur le crime organisé du Manitoba (GTICOM).

Constitué de neuf membres du SPW et de neuf membres de la GRC, le Groupe a pour mandat de réprimer le crime organisé d'envergure dans la province. Établi à Winnipeg, l'équipe entame des enquêtes qui l'amènent parfois à l'extérieur de la ville, voire de la province – souvent dans une autre province de l'Ouest. Unir ses forces et maintenir les voies de communication ouvertes est la solution idéale pour tous.

« Plutôt que de lancer deux enquêtes distinctes, nous mettons en commun nos ressources et nos renseignements, afin d'harmoniser notre démarche, » explique l'insp. Len DelPino, off. resp. des Drogues et du Groupe intégré des enquêtes sur le crime organisé.

Le GTICOM a mené plusieurs enquêtes efficaces contre les Hells Angels ainsi que contre des trafiquants de drogues autonomes d'envergure dans la province. Le plus récent projet a été le Projet Deplete, une enquête de sept mois qui s'est conclue

en février 2012, et qui s'est soldée par la saisie de près d'un million de dollars en drogues et le dépôt d'accusations contre 13 personnes.

Si les ressources et les tâches sont partagées équitablement, le s.é.-m. Marc Samson, un des deux chefs d'équipe au sein du GTICOM, souligne que les agents du SPW, qui consacrent leur carrière entière au service municipal, jouissent d'une connaissance approfondie de la municipalité ainsi que de relations qui peuvent être utiles dans une enquête.

« Nous profitons de cette collaboration avec des agents forts compétents qui connaissent bien la population, explique le s.é.-m. Samson. Lorsque nous avons besoin d'assistance ou d'information, nous avons un accès immédiat aux agents sur le terrain qui sont disposés à collaborer sans préavis.

Cela dit, les membres de la GRC font profiter le GTICOM de leurs connaissances et de leurs liens avec divers milieux et diverses expériences au pays. Selon le s.é.-m. Samson, c'est la fusion des expertises municipale, provinciale et fédérale qui a tant favorisé les enquêtes : celles-ci connaissent un taux de condamnation ou de plaidoyer de culpabilité impressionnant, soit 98 pour cent.

POSSIBILITÉS DE CROISSANCE

Ces partenariats non seulement favorisent les enquêtes, mais constituent des possibilités d'apprentissage et de prise de contact pour les enquêteurs.

La serg.-dét. Cheryl Small est membre du SPW depuis près de 23 ans, et du GTICOM depuis trois. Tout au long de sa carrière, elle s'est toujours prévalu des occasions de participer à une opération conjuguée.

« Nous faisons feu de tout bois, par la mobilisation des expertises à la grandeur de la ville, explique la serg.-dét. Small. Et nous

sommes exposés à des aspects inédits pour un policier de la ville. Nous en ressortons toujours avec des connaissances élargies. »

Le cap. Denis Leblanc était rattaché à l'équipe antidrogue de Prince Rupert lorsque le Projet E-Predicate a vu le jour. Au terme d'une mission de maintien de la paix de neuf mois en Côte d'Ivoire il été détaché il y a un peu plus d'un an auprès du Service divisionnaire de la lutte antidrogue à Kelowna pour diriger les opérations d'infiltration du projet.

Lors de ce mandat à Kelowna, le cap. Leblanc dit avoir beaucoup appris de ses coéquipiers, surtout du s.é.-m. Gateley, car il aspire à un poste éventuel de chef d'équipe. Mais dans ses échanges avec les autres membres, ce qui l'a surtout frappé est leur camaraderie et leur chaleureux accueil.

« Ils n'ont rien ménagé pour me faire sentir membre à part entière du groupe, souligne le cap. Leblanc. Cela ne fait pas nécessairement partie de leur mandat, mais quel réconfort pour moi qui vient de l'extérieur d'être invité par mes coéquipiers à souper ou à prendre une bière. »

La serg.-dét. Small ajoute que ces enquêtes exigent des agents rompus au travail en équipe et dotés de bonnes aptitudes à la communication.

UNE LUTTE COMMUNE

Des enquêtes d'envergure comme E-Predicate et les projets du GTICOM peuvent être accaparantes et coûteuses, tant sur le plan financier que sur celui des effectifs. Le nombre de membres nécessaires pour les cas complexes de ce genre, peut être si élevé que les équipes nécessitent un soutien externe pour terminer les enquêtes.

Des détachements de seulement cinq membres nous ont affecté un agent pour nous appuyer, explique le s.é.-m. Gateley. Que de sacrifices personnels de la part de tous ces gens! »

Mais des membres comme le cap. Leblanc, qui a passé près de deux ans dans des condos loués en ville, apprécie la valeur de ce sacrifice. La plus grande difficulté demeure la coordination de tant de voix et d'opinions et la façon de les traduire en une action unifiée. Les choses peuvent changer spontanément; des obstacles, surgir soudainement; les membres doivent alors réagir promptement tout en faisant confiance aux décideurs.

« Vous n'avez jamais une perspective globale, chacun voit les choses à sa manière et à son avis sur la meilleure façon de faire, ex-

En février 2011, près de sept kilogrammes de cocaïne ont été saisis dans le cadre du Projet Deplete.



Le Groupe de travail intégré sur le crime organisé du Manitoba



plique le cap. Leblanc. Il nous faut veiller à ce que tous soient sur la même longueur d'onde et comprennent le pourquoi des décisions. »

Mais la communication et la collaboration permettent en fin de compte d'éviter la confusion et les chevauchements. La serg.-dét. Small estime que dans les affaires du crime organisé, les criminels étendent leurs activités sur plusieurs territoires de compétence et pour leur faire la lutte, les policiers doivent collaborer.

« Les organismes d'application de la loi doivent unir leur force, constate la serg.-dét. Small. Nous menons une lutte commune, alors pourquoi ne pas faire front commun? »

En outre, la coopération permet d'aplanir certaines difficultés courantes dans une enquête d'envergure fortement médiatisée.

« La collaboration était cruciale, explique le cap. Johnston. Le Projet E-Predicate n'aurait jamais pris son envol sans le concours de toutes les personnes concernées – depuis les représentants du ministère de la Justice à l'agent de liaison en Amérique du Sud en passant par nos membres sur le terrain. »

L'UNION FAIT LA FORCE

Qu'il s'agisse de partenariats à long terme ou d'enquêtes ponctuelles, la collaboration fait ressortir les talents de chaque organisation, et met en valeur des techniques novatrices et des pratiques exemplaires.

Chaque intervenant, de l'enquêteur au chef d'équipe en passant par les



Le surint. pr. Brian Cantera annonce l'arrestation de plusieurs membres importants des Hells Angels lors d'une conférence de presse.

membres du soutien technique qui ont travaillé au Projet E-Predicate ont reçu des appels et des questions sur les techniques appliquées. Le s.e.-m. Gateley, qui fera un exposé à l'assemblée générale annuelle des chefs d'équipe cet été, fait savoir qu'on a recueilli une manne de renseignements dans le repaire de la bande qu'on entend diffuser aux autres services de police du pays.

« L'affaire était si complexe, truffée d'obstacles sur lesquels nous avons beaucoup appris, explique le s.e.-m. Gateley. Il s'agit maintenant d'en faire profiter les autres intervenants. »

Cela dit, peu importe la façon dont la police aborde l'enquête sur le crime, les criminels continuent à évoluer et à raffiner leurs techniques. Sous la contrainte de res-

sources limitées et des pressions du public de faire plus avec moins, les organisations doivent chercher les meilleurs moyens de rester à l'avant-garde dans la répression du crime.

Si les forces de l'ordre ne sont jamais en mesure d'enrayer totalement le crime, plus que jamais la solution semble de s'épauler pour assumer ensemble ce mandat et cette responsabilité, de même que les triomphes subséquents.

« Le crime évolue. Les acteurs ont changé, nous abordons une génération nouvelle, et la violence semble s'être intensifiée ces dernières années, souligne l'insp. Del Pino. Mais sans notre coopération actuelle, la situation serait-elle la même? Sans aucun doute. Mais nous faisons de notre mieux et je pense que c'est l'attitude la plus efficace et la plus efficiente. »

ENQUÊTE EN EAUX INTERNATIONALES

Alors enquêteur aux Crimes majeurs de la GRC en Colombie-Britannique (C.-B.), le cap. Mike Pacholuk a été appelé en 2006 à se rendre à Miami pour une affaire intrigante.

Une Canadienne avait disparu d'un bateau de croisière européen, ce qui a mené à l'appel à la GRC en C.-B. Mais de savoir de qui l'affaire devait relever s'est avéré beaucoup plus compliqué.

Le port d'attache du bateau était en Floride. Il venait de quitter une île des Antilles et avait mis le cap sur les Bahamas quand la femme a été vue pour la dernière fois — en eaux internationales.

Après bien des débats, la GRC a décidé que l'affaire était de la compétence des Ba-

hamas, mais elle a continué de participer à l'enquête.

Pacholuk rappelle que les policiers, quand ils travaillent à l'étranger, sont considérés comme des civils et qu'ils doivent se soumettre au commandement de la police compétente.

Dès qu'un enquêteur canadien voulait interroger quelqu'un, il devait suggérer à la police bahamienne de l'inviter à se charger de la tâche.

Les enquêteurs ont aussi fait appel aux laboratoires judiciaires du Federal Bureau of Investigation pour expertiser des articles provenant de la cabine de la femme, ajoutant ainsi une autre autorité à l'affaire.

« Nous prenons bien garde de ne

froisser personne, confie Pacholuk, qui travaille maintenant à l'Équipe intégrée d'enquête sur les homicides de C.-B. Plutôt que de foncer et de risquer d'indisposer nos homologues, les policiers canadiens font exactement le contraire. On multiplie les courbettes pour ménager les sensibilités et respecter les autorités compétentes. »

En fin de compte, la police a conclu à un suicide, mais Pacholuk dit avoir appris beaucoup sur la diplomatie qu'appelle un crime international.

« Ce sont des eaux internationales, dit-il. Quand il faut des mandats et d'autres démarches du genre, les choses peuvent être compliquées. »

— Mallory Procnier



LE NUNAVUT MET LE HOLÀ

CONTREBANDE INTERCEPTÉE GRÂCE À DES INSPECTIONS POSTALES

Par Mallory Procnier

En tant qu'entreprise publique socialement responsable, Postes Canada s'est associée avec la GRC, la Sûreté du Québec (SQ) et d'autres services de police québécois afin d'empêcher l'acheminement par voie postale de marchandises de contrebande dans le Nord.

Dans le cadre du projet d'inspection postale, des inspecteurs de Postes Canada font équipe avec des policiers et des chiens de police pour examiner les colis d'aspect insolite. Les policiers sont en mesure, lorsqu'ils trouvent un colis suspect, de déterminer s'il contient de l'alcool ou des stupéfiants destinés à une communauté du Nord.

« La collectivité policière s'est avisée de la nécessité d'intercepter ces colis, surtout ceux expédiés dans des régions où l'alcool est interdit, explique Rita Estwick, inspectrice principale à Postes Canada. Nous avons collectivement pris conscience des méfaits qu'entraîne, dans les communautés du Nord, la réception de ces marchandises illicites.

UN PARTENARIAT SOLIDE

L'inspection des colis s'effectue essentiellement à Montréal, dans le deuxième centre de tri en importance de Postes Canada, où transite la plus grande partie du courrier envoyé dans le Nord.

À tout début du projet mis de l'avant par la collectivité policière en 1999, les inspections n'étaient effectuées qu'une ou deux

fois l'an. Depuis, le partenariat s'est renforcé, et les inspections ont maintenant lieu tous les deux mois ou presque, ce dont toutes les parties intéressées se félicitent. La section québécoise de l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé autochtone de la GRC assure la coordination du projet.

« On peut ainsi offrir quelque protection au personnel qui manipule des colis suspects et contribuer au bien-être des communautés où ces marchandises illicites sont destinées », fait valoir Ted Upshaw, inspecteur postal en chef à Postes Canada.

Étant sur place lorsqu'un inspecteur postal tombe sur de la contrebande, les policiers peuvent d'emblée amorcer l'enquête avec une longueur d'avance.

UN CHANGEMENT NOTABLE

Le surint. pr. Steve McVarnock, ancien commandant de la Division V aujourd'hui à la retraite, a vu le projet prendre de l'ampleur dans cette région. Bien que la population sache que le projet existe, indique-t-il, les membres continuent de trouver beaucoup d'alcool et de drogues dans le courrier postal, soit l'équivalent de plus de 5 M\$ juste pour les deux dernières années.

« Si l'on tient compte des incidents de violence que nous avons probablement empêchés et de l'argent que nous avons réacheminé vers les communautés, on peut dire que le projet est un investissement qui rapporte gros », analyse McVarnock.

Sur le terrain, les membres affectés au Nunavut sont stupéfaits des résultats.

« Dans deux communautés, les infirmières ont dit avoir eu des patients qui éprouvaient des symptômes de sevrage à cause de l'interdiction », signale l'insp. Frank Gallagher, agent du soutien opérationnel de la GRC à Iqaluit.

Le projet donne l'occasion aux habitants de la région de se recentrer sur ce qui compte vraiment dans la vie et sur ce qui vaut la peine d'être acheté à la place de la drogue et de l'alcool.

« S'il n'y a ni achat ni vente de substances illicites dans la communauté, la criminalité baisse et les gens ont plus d'argent pour leur épicerie », déclare le surint. Hilton Smee, qui dirige les enquêtes criminelles menées dans le territoire.

Selon McVarnock, si l'initiative a connu un grand succès au Nunavut, c'est parce que le transport aérien est la seule façon de s'y rendre et d'en sortir.

« Dans les autres provinces et territoires, accessibles par voie terrestre, il y a plusieurs façons d'acheminer des produits en contrebande aux communautés », conclut McVarnock.

LE SENS DU DEVOIR

Ayant passé 28 ans dans le nord de l'île de Vancouver comme membre de la GRC, Upshaw saisit bien l'importance d'empêcher l'entrée de drogues et d'alcool dans les communautés nordiques.

« On souhaiterait parfois disposer d'un plus vaste effectif pour faire échec à la contrebande, mais je sais que la GRC a des ressources limitées qu'elle aimerait pouvoir affecter ailleurs », déclare Upshaw.

Comptant 69 000 employés, 6 500 bureaux et un comptoir dans toutes les localités du Canada, Postes Canada reconnaît le rôle essentiel qu'elle peut jouer en matière de sécurité.

« Chaque fois que nous aidons nos partenaires à intercepter ce genre de produits, nous contribuons à accroître la sécurité des citoyens et des membres de la GRC qui travaillent dans la région », conclut Upshaw. »

Dans le cadre du projet d'inspection postale, des inspecteurs de Postes Canada font équipe avec des policiers et des chiens de police pour examiner les colis d'aspect insolite.



Postes Canada



ÉLARGIR SES HORIZONS

UN PROGRAMME D'ÉCHANGE DE RESSOURCES ET D'INFORMATION

Par Mallory Procnier

En vertu du partenariat conclu entre la GRC à Hamilton, la Police provinciale de l'Ontario (OPP) et le Service de police de Hamilton (SPH), des policiers de chaque organisme ont l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences et de nouer des relations fructueuses.

Le programme prévoit la permutation, tous les trois ou quatre mois, de quelques membres de chaque service de police. Ainsi les agents de l'OPP peuvent-ils en apprendre sur le travail de la police municipale et fédérale, ceux de la GRC, participer aux activités de première ligne en Ontario, et ceux du SPH, s'initier à la conduite d'enquêtes fédérales et à la patrouille routière.

DES EXPÉRIENCES INÉDITES

À ses débuts, il y a trois ans, cette entente d'échange n'engageait que la GRC et le SPH. Au dire de Morrison, il y avait alors peu de communication entre les agents des deux organismes. Certains patrouilleurs du SPH ignoraient même que la GRC avait un bureau à Hamilton.

Aujourd'hui, les membres de chaque service sont non seulement en mesure d'échanger des renseignements, mais aussi de savoir quels renseignements les autres organismes recherchent.

« Certaines infractions sont de notre ressort conjoint, signale le surint. Paul Morrison, du SPH. Si chaque organisme parvient à instruire les autres sur ce qu'il fait, peut-être serons-nous mieux à même de nous épauler mutuellement dans nos enquêtes. »

C'est en bonne partie grâce à l'insp. Alison Jevons, de l'OPP, que la police provinciale a intégré le partenariat en février. Elle a vu combien l'expérience était profitable pour les deux parties, et elle a voulu que les agents de l'OPP tirent eux aussi semblables bénéfices.

« Par cet échange, nos membres sont mis en contact avec des réalités qu'ils ne sont pas appelés à rencontrer dans l'exercice de leurs fonctions habituelles », commente Jevons.

Le gend. Elie Youssef, de la GRC, a été en 2011 le premier membre de son détachement à participer à l'échange. Au cours des quatre mois passés auprès de la section des enquêtes criminelles du SPH, il a enquêté sur diverses infractions de gravité moindre que le

meurtre : morts subites, agressions à coups de couteau, vols qualifiés et voies de fait.

Ayant terminé sa formation à la Division Dépôt à peine deux ans avant sa permutation et ayant tout d'abord été affecté en Ontario, où la GRC ne s'occupe que des affaires de ressort fédéral, Youssef a beaucoup appris en travaillant auprès de la police locale.

« Annoncer la mort de quelqu'un à ses proches et établir un contact personnel avec des citoyens étaient des choses nouvelles pour moi, confie Youssef, et ça m'a profondément marqué. Je crois qu'au départ, le programme s'adresse à des membres comme moi qui n'ont jamais touché aux services généraux et ont tout à apprendre d'une plongée dans le monde de la police municipale.

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Morrison a été surpris de constater combien souvent les enquêtes du SPH et de la GRC visaient les mêmes lieux ou individus. Il cite le cas d'un magasin à prix modiques, que depuis un certain temps le SPH soupçonnait de receler des biens volés et que, parallèlement, la GRC surveillait pour une affaire de DVD pirates.

« On s'est finalement rendu compte qu'on s'intéressait au même commerce pour des motifs différents et qu'on aurait eu avantage à échanger nos renseignements », relate Morrison.

Le programme ne fait pas qu'établir des canaux de communication, il permet de plus

aux policiers d'acquérir la connaissance et les compétences nécessaires pour détecter des infractions aux lois fédérales comme la vente de biens piratés ou le passage de clandestins, de sorte que la Gendarmerie a d'autant plus de chances d'être alertée plus tôt.

« Ayant travaillé avec des membres de la GRC, ils sont désormais en mesure de reconnaître un DVD pirate lorsqu'ils en voient un, expose Morrison. Nos agents ignoraient sans doute qu'il y avait un problème de contrefaçon à Hamilton avant d'en être instruits par la GRC. »

L'insp. Steve Martin, de la GRC, indique que même si le SPH et l'OPP n'ont pas pour mandat de faire enquête sur les infractions aux lois fédérales, au moins leurs agents ainsi formés disposent-ils du savoir-faire requis pour en amorcer une.

« À force de travailler à des affaires d'un autre type, les participants à l'échange ont acquis des connaissances spécialisées qui leur ont fait gagner en assurance », explique Martin.

Et pour les membres qui, comme Youssef, comptent très peu d'années de service, le programme est un moyen formidable d'étoffer leur profil d'expérience et de compétences.

« Cela a été une période d'apprentissage intensif, car on m'a immédiatement fait chausser des souliers de détective, raconte Youssef. Ce ne sont pas tous les policiers qui ont la chance de faire ce type de travail, encore moins avec aussi peu d'années de service. »

Des membres du Service de police de Hamilton, de la Police provinciale de l'Ontario et de la GRC participent à un programme d'échange qui élargit leur arsenal de compétences.





LA POLICE DOIT-ELLE RENONCER AUX CODES 10 POUR MIEUX COMMUNIQUER?

LES SPÉCIALISTES

- Sylvie Corriveau, off.resp.des Services nationaux de soutien des STO de la GRC
- Serg. Treena Ley, Perfectionnement professionnel, Service de police de Hamilton
- Insp. Jeff Cove, Division des services de soutien, Service de police régional de Lethbridge

SYLVIE CORRIVEAU

C'est à l'automne 1939 que la GRC a commencé à transmettre des messages et instructions à 11 autopatrouilles et 23 détachements équipés de radiorécepteurs au moyen de son tout premier réseau de radio mobile bidirectionnelle. Au cours des cinq années suivantes, les systèmes radio se sont répandus dans l'ensemble du pays. L'arrivée de nouvelles recrues et l'inauguration du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) ont eu tôt fait de surcharger les fréquences radio, ce qui a mené à l'utilisation des codes 10 pour abréger les conversations et protéger l'information du CIPC.

Toutefois, les codes 10 ne sont plus vraiment utiles à la police moderne et je crois que la communauté policière devrait cesser de les utiliser; d'abord parce qu'on peut facilement trouver leur signification dans Internet, ce qui vient battre en brèche l'argument principal de leur utilisation : assurer la confidentialité des communications; ensuite parce qu'avec les progrès technologiques, la GRC est en train de passer aux radios numériques et encodées, plus sûres.

Un peu partout au pays, les codes 10 se sont lentement transformés pour répondre aux besoins particuliers des corps policiers, de sorte qu'aujourd'hui leur signification diffère d'une région et d'un service à l'autre. Et comme les membres de la GRC changent fréquemment de province, cette absence d'uniformité pourrait finir par mettre en péril leur sécurité et celle du public.

Le constat vaut particulièrement pour les postes isolés où il faut régulièrement assurer la relève des membres. Exemple : la station de transmissions opérationnelles (STO) au Nunavut utilise des codes 10 qui diffèrent de ceux d'autres provinces; lorsqu'un nouveau membre arrive, les messages doivent être répétés en langage clair ou transmis par téléphone. Les données du Fichier judiciaire nominatif sont diffusées en codes 10, si bien qu'un membre qui vient

d'arriver dans la région pourrait ne pas être au courant des antécédents de la personne à qui il a affaire, ce qui constitue un risque évident pour sa sécurité.

Le nombre toujours croissant d'opérations policières conjuguées dans le cadre de projets d'envergure et d'événements internationaux plaide aussi en faveur de l'utilisation d'un langage clair. En situation de crise, l'opérateur de STO doit pouvoir communiquer efficacement avec tous les agents. Ainsi, lors des sommets du G8 et du G20, les deux STO responsables étaient chargées de diffuser de l'information à des agents provenant de différents corps policiers. Ce n'est pas un problème de concision du message : il faut autant de temps pour dire « 10-4 » qu'« OK » ou « 10-21 » qu'« appelle-moi ». Il fallait absolument utiliser un langage clair pour que tout le monde reçoive la même consigne et le même message, sans avoir à répéter.

La GRC et d'autres corps policiers devraient évaluer les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à abandonner les codes 10. On pourrait conserver de 5 à 10 codes, comme « 10-4 » qui est universel. En garder plus de 10 irait à l'encontre du but recherché.

Les services de police de Hamilton et de Lethbridge ont tous deux franchi le pas et se disent très satisfaits. Ils ont équipé leurs membres d'écouteurs pour éviter que des citoyens entendent les messages diffusés et jusqu'à présent les réactions sont plutôt positives.

Étant donné l'accent mis sur l'interopérabilité et la nécessité de collaborer plus étroitement et efficacement avec nos différents partenaires, il est temps que la GRC comme d'autres corps policiers embolent le pas afin d'améliorer les communications entre nos agents.

Note de la rédaction : Afin d'améliorer les communications entre les policiers et les stations de transmissions opérationnelles, la

GRC modifiera ses codes dix nationaux (10-01 à 1059). Entrée en vigueur des changements : le 26 juillet 2013.

SERG. TREENA LEY

Pendant des années, les codes 10 ont joué un rôle important dans le maintien de l'ordre, mais la radio encodée les a en quelque sorte rendus désuets. Récemment, notre organisation a choisi d'abandonner les codes 10 pour un protocole de communication en langage clair.

Introduits dans les années 1930, les codes 10 ont permis aux policiers de communiquer dans un langage codé secret. Au fil des ans, certains corps de police les ont adaptés et des disparités sont apparues. Aujourd'hui, notre « jargon » n'est plus aussi secret que nous voulons le croire. On peut facilement se procurer sur Internet la liste et la signification des codes 10 qu'utilisent la plupart des corps policiers.

Par ailleurs, l'utilisation de différents codes 10 et fréquences radio peut facilement nuire aux communications entre intervenants d'urgence. L'interopérabilité fait partie intégrante des opérations multiorganismes fondées sur des modèles de planification des opérations comme le Système de gestion des incidents ou le Système de commandement des interventions qui visent à mieux coordonner et organiser les interventions conjointes.

Durant les attaques du 11 septembre 2001, le personnel d'urgence a été incapable de communiquer en raison des différentes fréquences et codes 10 utilisés par les services d'intervention. Dans son rapport *Use of 10-Codes vs. Use of Plain Language in Radio Communication* de 2010, l'International Association of Chiefs of Police écrit [Traduction] « De nombreux premiers intervenants croient que la défaillance des communications a contribué au décès de nombreux policiers et pompiers ».

Si les catastrophes ne sont pas quotidiennes, des incidents plus courants comme



les poursuites automobiles, les incendies et les disparitions mobilisent souvent plusieurs corps policiers.

Ainsi, cinq corps policiers opèrent autour du territoire de compétence du Service de police de Hamilton (SPH). Pourtant, si pour le SPH, 10-13 signifie « pause-repas », pour l'OPP et les services de police d'Halton et de Brantford, ça signifie plutôt « information sur les conditions routières et météo » et « transport de passagers » pour celui de Niagara; le Service de police régional de Waterloo, lui, n'utilise carrément pas de code 10-13.

Ces disparités peuvent facilement être source de confusion lors d'incidents qui se produisent sur le territoire de plusieurs corps policiers. En entendant le répartiteur d'Halton utiliser le code 10-13, un agent du SPH participant à une poursuite ne comprendrait pas pourquoi on lui demande de prendre sa pause-repas.

De nombreux corps policiers aux États-Unis et au Canada sont déjà passés au langage clair. C'est le cas du Service de police de l'État de New York depuis quatre décennies; l'État de Virginie a suivi en 2007, ainsi que le SPRI (Alberta).

Cette transition s'est faite sans heurt chez nous. Nos agents sont clairs et concis dans leurs transmissions et, surtout, nous sommes certains de pouvoir communiquer avec nos partenaires des services d'urgence.

INSP. JEFF COVE

Il fut un temps où l'on croyait que pour communiquer de manière claire,

rapide, efficace et sécuritaire et paraître professionnel, il fallait utiliser des codes. C'était là de solides arguments pour justifier l'utilisation du système des codes 10 à l'époque, mais aujourd'hui de nombreux corps policiers remettent en question leur utilité et efficacité. Promouvoir les opérations multiorganismes et favoriser l'intégration sont deux raisons parmi d'autres pour lesquelles la communauté policière devrait songer à remplacer les codes 10 par un langage clair.

Le Service de police régional de Lethbridge (SPRI) a commencé à répartir les appels en langage clair en juillet 2007, sur proposition du gestionnaire de notre centre des communications de sécurité publique, Chris Kearns. Au premier réflexe, nous redoutions que des citoyens puissent comprendre nos échanges; mais, en y repensant bien, il nous est apparu clairement que nous devions envisager de franchir le pas étant donné l'avènement des systèmes radio à commutation automatique de canaux extrêmement difficiles (voire impossibles) et coûteux à balayer et le besoin de communications claires à l'heure des services de police intégrés.

Il n'y a pas deux corps policiers qui s'entendent sur une liste cohérente de codes 10 — même s'ils sont voisins — et la signification de ces codes est un secret de polichinelle. Le SPRI est arrivé à la conclusion que les codes 10 augmentaient en réalité le risque de malentendus entre agents de différents corps policiers ou entre ceux-ci et des partenaires des services d'urgence.

Évidemment, on aura toujours besoin de quelques codes 10 pour gérer certaines situations, mais nous avons raccourci notre liste de 50 à 4. Les codes opérationnels, les codes de répartition par type d'appel et les codes de situation ont tous été remplacés par un langage clair. On a uniquement gardé ceux qui signifient « sur le point de transmettre des renseignements sensibles ou confidentiels », « sujet observé/personne d'intérêt », « agent en danger immédiat » et « agent a besoin d'assistance » pour accélérer une intervention et éviter que des personnes qui se trouveraient à proximité puissent entendre la conversation ou l'information.

Le SPRI continue d'utiliser la répartition en langage clair. Cela réduit considérablement le temps passé à enseigner aux nouvelles recrues le fonctionnement de la radio, et évite d'avoir à ajuster nos codes pour s'adapter à une nouvelle situation ou tendance; nos communications sont claires et bien comprises; nous pouvons communiquer avec n'importe quel service d'urgence qui partage notre fréquence radio et aucun secret n'a été intercepté par un balayeur de fréquences.

De plus, nous pouvons toujours utiliser les terminaux mobiles de nos véhicules pour transmettre les renseignements personnels hautement protégés sur les plaignants ou suspects avec lesquels nous interagissons. Toutes nos réticences ont disparu et aucune des craintes que nous avions ne s'est matérialisée.

Les codes 10 ont vécu. Le temps est venu de communiquer en langage clair. »



Après les émeutes, des vidéos totalisant plus de 5000 heures d'enregistrement ont été obtenues du public, de caméras de surveillance et des médias. L'EIEE a su traiter cette masse d'information et les nombreux tuyaux fournis par le public.

INTÉGRATION ET INNOVATION

L'ENQUÊTE SUR LES ÉMEUTES DE LA COUPE STANLEY

Par l'insp. Les Yeo, ancien chef de l'Équipe intégrée d'enquête sur les émeutes du Service de police de Vancouver

Le 15 juin 2011, un événement inédit a braqué les feux du monde entier sur Vancouver : plus de 150 000 personnes ont envahi les rues de la ville après la finale de la Coupe Stanley.

L'enquête criminelle subséquente a été la plus vaste en son genre jamais entreprise au Canada. Les émeutiers se sont livrés à toute une enfilade de délits, détruisant des biens, pillant des commerces, allumant des incendies et agressant quiconque cherchait à leur faire obstacle.

Tandis que des centaines d'entre eux versaient dans la criminalité, des milliers d'autres formaient une cohue de spectateurs enthousiastes, dont bon nombre filmaient l'action à l'aide d'appareils portatifs. Un public encore plus vaste suivait le chaos à la télé.

Il a fallu plus de trois heures et 900 policiers de la région pour calmer l'agitation et rétablir l'ordre.

Les pertes liées aux 112 commerces et aux 122 véhicules endommagés ou détruits ont dépassé les 3,4 millions de dollars. La réputation de Vancouver dans le monde en a souffert, tout comme la fierté de ses habitants et leur sentiment d'être en sécurité dans leur communauté.

Jamais les médias sociaux n'avaient joué un rôle aussi important dans une enquête policière. La foule pouvait suivre l'évolution de la situation en direct sur Twitter et Face-

book, y compris le déploiement des forces de l'ordre. Plus tard, les médias sociaux ont servi de forum aux discussions et à la diffusion en boucle d'images montrant les violences. Certains utilisateurs y vantaient leurs exploits de casse, tandis que d'autres cherchaient à identifier des malfaiteurs.

Pour les enquêteurs, les défis étaient multiples : l'immense volume de preuves vidéo à recueillir et à traiter, l'urgence de les obtenir avant qu'elles ne soient retirées des différents sites, le nombre faramineux d'émeutiers et l'intense pression du public et des médias, qui exigeaient des réponses et des mesures concrètes.

C'est ainsi que 70 agents de la GRC et des services de police de Port Moody, d'Abbotsford, de West Vancouver, de Delta, de New Westminster, de Vancouver et des transports publics se sont réunis pour former l'Équipe intégrée d'enquête sur les émeutes (EIEE) dans les jours qui ont suivi les violences. Il s'agissait en fait d'un tout nouveau corps de police de taille moyenne, doté de ses propres véhicules, bureaux, ordinateurs et employés.

Cette initiative montre comment les forces policières peuvent faire front commun pour mener des enquêtes d'une telle envergure. Le contingent qu'y a affecté la GRC comptait à lui seul jusqu'à 29 membres par moments. Ces agents, qui allaient du novice

à l'habitué des enquêtes sur les crimes graves, avaient à leur actif de 3 à 30 ans de service et apportaient à l'équipe une expérience opérationnelle variée.

APERÇU DE L'ENQUÊTE

Le matin du 16 juin, alors qu'on remorquait les voitures incendiées et qu'on ramassait les éclats de verre, l'EIEE s'est senti le devoir de bien faire les choses pour les victimes et les citoyens outrés.

Elle s'est donc engagée à user de créativité pour trouver les coupables et les traduire en justice, se fixant tout de suite comme objectif de faire infliger des peines aussi sévères que possible aux personnes qui avaient commis des crimes contre la communauté.

Dans les sept jours suivant l'activation de comptes courriel et de lignes téléphoniques, l'EIEE a reçu 4 464 tuyaux relatifs à des centaines d'incidents criminels, dont une situation où plus de 300 émeutiers avaient été filmés en train de s'introduire par effraction dans une pharmacie.

Les vidéos obtenues du public, de systèmes de télévision en circuit fermé et des médias avaient été filmées en plus de 100 formats et totalisaient plus de 5 000 heures d'enregistrement. C'est tout un contraste par rapport aux 100 heures de vidéo en format VHS tournées lors des



émeutes de la Coupe Stanley en 1994. L'EIEE évaluait à près de deux ans le temps qu'il faudrait au laboratoire de la police de Vancouver pour en venir à bout. La tâche s'annonçait herculéenne.

Certains nous ont critiqués dès le début, nous reprochant de miser sur la rigueur et de mettre trop de temps à obtenir des résultats. Ils réclamaient une enquête accélérée, des arrestations et des poursuites. Mais l'équipe ne voulait pas tourner les coins ronds.

Pour bien organiser, gérer et exécuter une enquête rigoureuse d'une telle envergure, il fallait tenir compte des besoins suivants :

- traiter l'immense volume de renseignements et de tuyaux fournis par le public;
- étiqueter les pièces à conviction et les vidéos saisies par la police et en assurer le suivi;
- préparer des dossiers de divulgation optimaux à l'appui des poursuites.

Au début de l'enquête, nous avons décidé de faire appel au seul laboratoire capable de traiter une telle masse de preuves vidéo, soit celui de la Law Enforcement and Emergency Services Video Association (LEVA), à Indianapolis, un établissement parfaitement adapté aux enquêtes criminelles à grande échelle de ce genre. Ce laboratoire a accepté notre demande et a procédé au premier déploiement complet de son équipe d'intervention d'urgence.

Les vidéos ont ensuite été examinées pour « marquer » incidents et suspects à l'aide de critères normalisés que les enquêteurs pouvaient ensuite utiliser pour chercher des suspects en procédant un peu comme ils le feraient avec un moteur de recherche sur Internet.

- Plus de 30 téraoctets de données ont été traités (l'équivalent de 7 500 DVD ou de 45 000 CD).
- Cinquante analystes judiciaires de plus de 40 organismes policiers d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni ont participé à l'enquête.
- Plus de 4 000 heures d'analyse en laboratoire ont été effectuées sur 14 jours.
- Plus de 15 000 actes criminels et présumés émeutiers ont été « marqués »

(certaines images prises d'angles différents montraient un même individu).

Une fois ce travail terminé, les enquêteurs pouvaient en quelques secondes faire une recherche sur un suspect dans l'ensemble des images vidéo.

Chaque étape de l'enquête sur les émeutes, depuis la saisie des vidéos jusqu'à la rédaction des ordonnances judiciaires, des rapports des enquêteurs et des recommandations quant au dépôt d'accusations, a été gérée par l'attribution de tâches dans un système de gestion des cas graves.

Près de 1 600 tâches ont été attribuées aux enquêteurs. La plupart exigeaient une enquête complète sur un émeutier présumé et la préparation d'un rapport au procureur.

Des dossiers de divulgation électroniques ont été constitués pour faire en sorte que toute l'information pertinente relative à l'enquête soit rassemblée et transmise tant au procureur qu'à la défense. Les rapports au procureur sur les divers émeutiers faisaient plus de 500 pages.

MÉTHODES NOUVELLES

Le système IRIIS, une base de données Windows élaborée à l'interne, a permis de regrouper et de relier entre elles les différentes informations d'enquête (tâches, tuyaux, vidéos, photos, détails sur les cibles, état des dossiers, accusations, etc.).

Ce système était avant tout un outil de recherche et une base de données pour les enquêteurs, mais il pouvait aussi servir à produire des rapports statistiques aux fins de diffusion aux médias ou pour faciliter la prise de décisions de gestion et la répartition du travail.

Un site Web interactif et protégé a été créé afin de tenir le public au courant des progrès de l'enquête. Des photos d'émeutiers y étaient affichées, et la population était invitée, selon un plan de communication soigneusement géré, à les regarder pour aider la police à identifier des suspects. Ce site Web est ainsi devenu un important outil d'enquête.

- Des communiqués de presse stratégiques ont aiguisé l'intérêt du public.
- Des codes QR utilisés lors d'une campagne publicitaire menaient les gens

au site Web.

- Jim Chu, chef de la Police de Vancouver, a animé une discussion transmise en direct par webdiffusion pour répondre à des questions posées en studio ou sur Twitter, une première pour la collectivité policière nord-américaine.
- Nos stratégies à l'égard des médias sociaux ont assuré notre présence dans les profils Facebook d'au moins 160 000 jeunes de 15 à 25 ans de la région chaque jour.

L'équipe a aussi fait preuve d'originalité pour demander l'aide de la communauté sur une échelle sans précédent. Avec la participation de 400 bénévoles, elle a passé deux jours à distribuer dans 19 villes et dans plus de 75 établissements de la région 100 000 affiches inspirées des avis de recherche du Far West, qui arboraient le slogan Riot Roundup et 200 photos d'émeutiers non identifiés. L'initiative a connu un vif succès, déclenchant un torrent de pistes d'enquête sur plus de 50 % des photos montrées.

Grâce à des stratégies astucieuses et à une gestion efficace des médias, le site Web de l'EIEE a attiré 2,2 millions de visiteurs et généré plus de 7 500 tuyaux, qui ont grandement contribué à l'enquête et mené à l'identification puis à l'arrestation de nombreux émeutiers.

RÉSULTATS ÉCLATANTS

Jusqu'à maintenant, 1 045 accusations criminelles ont été recommandées contre 315 émeutiers. Plus de 100 plaidoyers de culpabilité ont donné lieu à des peines allant de l'ordonnance de sursis à 20 mois d'emprisonnement. L'enquête sur ces émeutes est la plus vaste de son genre qui ait été menée dans l'histoire du Canada. Jamais auparavant on n'avait recueilli, traité et géré une telle masse de preuves vidéo aux fins d'analyse judiciaire.

Le travail de l'EIEE a révolutionné la façon dont la police aborde les enquêtes de cette envergure. Grâce aux excellentes méthodes d'enquête et aux stratégies ingénieuses employées dans cette affaire extraordinaire, des centaines d'émeutiers feront l'objet d'accusations qui les obligeront à répondre des actes qu'ils ont commis le 15 juin 2011.



ENQUÊTES SANS CLOISONNEMENT

AVANTAGES ET DÉFIS DES OPÉRATIONS CONJOINTES

Lorsqu'un meurtrier en série ou un groupe criminalisé sévit dans différentes villes, la mobilisation synergique de plusieurs services de police s'avère nécessaire. Mallory Procnier, de la Gazette, s'est entretenue avec l'insp. Gary Shinkaruk, le s.e.-m. Wayne Clary et le surint. John Robin, du Groupe des crimes graves de la GRC en Colombie-Britannique, au sujet de ce type d'opérations.

D'APRÈS VOTRE EXPÉRIENCE DES ENQUÊTES INTERORGANISMES, QUELLE EST LA MEILLEURE FAÇON DE PROCÉDER?

JR : Le district du Lower Mainland (DLM), où nous travaillons, relève de divers détachements et services de police ayant chacun leur territoire de compétence. Il est donc inévitable que, dans une enquête d'envergure, nous coopérons avec d'autres organismes. À force de travailler ensemble, au fil des ans, nous nous sommes fait une bonne idée de ce qui marche et de ce qui ne marche pas.

J'étais là quand, en 2005, l'Équipe intégrée antigang de la C.-B. a été mise sur pied. Formée de membres de treize détachements de la GRC et de six services de police du DLM, elle avait pour mission de contrer la violence des gangs. Ce qui s'est révélé très utile, ça été de placer à sa tête une équipe de cogestion (EC) propre à rallier tous les organismes participants et à susciter leur engagement.

Demeurer en liaison constante avec l'EC était d'une importance capitale, car les chefs de police et de détachement devaient tous rendre compte à un maire ou à un conseil municipal de l'utilisation de leurs ressources. Nous ayant cédé la fleur de leur effectif, il était normal qu'ils se soucient de leur emploi à bon escient en vue de résoudre notre problème commun.

À mon sens, le rôle d'une EC dans une enquête interorganismes est essentiel, et il est crucial de pouvoir s'appuyer sur quelque accord écrit ou protocole d'entente (PE) qui garantisse la convergence des efforts de tout le monde.

GS : J'ai pu constater que, dans les situations d'urgence, la haute direction était prompte à dépêcher sur place un effectif complé-



Des équipes de cogestion peuvent être efficaces pour diriger des enquêtes multiorganismes, qu'il s'agisse d'un groupe intégré formé depuis longtemps ou de ressources regroupées rapidement.

mentaire en disant que le PE suivrait sous peu. Or ce PE est indispensable, ne serait-ce que pour savoir, par exemple dans le cas d'un accident impliquant un citoyen et un policier municipal au volant d'une voiture de la GRC, qui est responsable des dommages.

QU'EN EST-IL DES CAS OÙ IL N'Y A PAS D'ÉQUIPE DE COGESTION DÉJÀ EN PLACE?

GS : Qu'il s'agisse d'une opération policière conjuguée (OPC) de longue haleine ou de la mobilisation ponctuelle et rapide de ressources, les pratiques exemplaires sont les mêmes.

WC : Pour moi, il existe deux types d'OPC : celle dont les moyens d'action et les objectifs sont soigneusement planifiés à l'avance, et celle dont la mise sur pied ne peut attendre, ce dont j'ai vu un exemple au cours du projet Evenhanded*. Ce qui, à cette occasion, avait rendu possible le rassemblement rapide et cohérent des éléments nécessaires était le réseau de relations unissant des personnes clés dans

les services de police du DLM. En l'espace de quelques heures, tous les organismes concernés avaient détaché des membres auprès de nous. C'est principalement grâce à ces relations préétablies que l'aide requise sur-le-champ avait pu être fournie.

POUR CE TYPE D'ENQUÊTES, QUELLE EST LA FAÇON DE PROCÉDER RECOMMANDÉE?

JR : Il est utile de connaître les impératifs auxquels les chefs de police et de détachement font face ainsi que les raisons pour lesquelles ils choisissent de prêter leurs effectifs. Comme ceux-ci seront retenus pour une période relativement longue, il est essentiel de bien comprendre ces impératifs.

WC : Il faut aussi s'assurer d'avoir l'effectif qui convient pour tenir les rôles dont dépend le succès de l'opération, c'est-à-dire notamment des chefs d'équipe capables de faire progresser l'enquête. Il faut songer à la portée de celle-ci et à tout ce qu'elle requiert. Selon moi, il faut voir grand et s'assurer d'avoir



tout ce qui est nécessaire pour aller dans la bonne direction.

JR : Je suis d'accord avec Wayne, mais il faut veiller à affecter à chaque poste la personne la plus compétente pour l'occuper, peu importe la couleur de son insigne. Tant pis, donc, si cette personne n'est pas de la GRC. Bref, comme c'est le succès de l'opération qui compte avant tout, chacun met son insigne de côté, et les attributions se font au mérite.

GS : Cela ne veut pas dire qu'il faille exclure les policiers ayant peu ou moins d'expérience, mais qu'il faut avoir une juste idée de la composition de l'équipe et de la répartition des tâches. Si l'équipe doit compter 50 personnes, il n'est pas utile que tous soient de fins et chevronnés enquêteurs. De tels membres sont certes nécessaires, mais il est bon d'inclure aussi de jeunes policiers que leurs qualités désignent comme pouvant profiter d'une participation à l'opération.

QUELS SONT LES ÉCUEILS À ÉVITER?

JR : Comme les enquêtes conjointes durent assez longtemps, il est primordial de se montrer transparent à cet égard auprès des parties concernées et de s'assurer de la pleine participation de chacune d'elles, car il n'y a rien de pire qu'un organisme qui, après s'être engagé pour une période donnée, réclame le retour de son effectif au beau milieu du projet. Il faut donner une estimation réaliste de la durée de l'opération. Si vous croyez qu'elle durera un an, dites-le sans détour. Si l'on vous dit que vous n'avez que trois mois, ajustez votre plan en conséquence.

WC : À mon avis, la phase critique a lieu après l'arrestation. Les membres doivent continuer à travailler à la communication de la preuve et au soutien de la poursuite. Je sais qu'il y a quelque temps déjà, des enquêtes sont tombées à l'eau parce que cet aspect avait été négligé.

JR : Il s'agit donc d'avoir une idée nette du mandat, des objectifs, du plan et de l'orientation de l'enquête et d'en informer clairement les partenaires. Tout le monde doit ramer dans le même sens. Et pas seulement à l'amorce du projet, mais à chaque étape de son déroulement, car il faut constamment le repositionner à mesure qu'il avance. Faute de communiquer continuellement avec toutes les personnes concernées, vous

n'obtiendrez pas l'adhésion souhaitée, et le projet échouera. Une fois que les arrestations ont toutes été effectuées et que vous vous attardez à la corvée que représente la divulgation de la preuve, ça devient plus aride. Il est alors difficile de garder le personnel motivé, aussi bien celui de l'équipe que celui qui l'appuie.

QUELLES DIFFICULTÉS COMPORTE UNE ENQUÊTE INTERORGANISMES?

GS : Il doit être clair, tout au long de l'opération, que les membres sont tenus d'obéir aux enquêteurs en chef. Il faut aussi s'assurer que l'équipe s'en réfère à vous, tout comme vous devez en référer à la haute direction. Si, par exemple, votre équipe compte un policier venant d'un petit détachement, il vous revient de tenir son chef au courant ou non. Il faut s'assurer que les rapports hiérarchiques sont bien établis et rigoureusement respectés. L'équipe doit fonctionner comme un tout cohérent, sans cloisonnement. Les réunions d'équipe, qui forment le nerf de toute enquête, doivent être fréquentes. Une enquête interorganismes, comme toute autre enquête, repose sur des personnes en position de commandement, une bonne communication et la recherche opiniâtre d'éléments de preuve menée conformément aux principes de gestion des cas graves.

COMMENT AGISSEZ-VOUS AVEC LES MÉDIAS DANS LES AFFAIRES À

Les enquêtes interorganismes ne sont pas sans difficulté, mais elles offrent aussi des occasions d'apprentissage pour ceux qui y participent.



GRAND RETENTISSEMENT?

GS : En fournissant à tous les partenaires une visibilité et une représentation égale dans les communiqués et les conférences de presse. La population, les élus et les divers services de police doivent savoir quels sont les organismes faisant partie du partenariat. C'est aussi une façon de signifier avec fermeté aux criminels que ce n'est pas en changeant de territoire de compétence qu'ils échapperont aux arrestations et aux poursuites.

QUELS AVANTAGES TIRE-T-ON D'UNE PARTICIPATION À UNE ENQUÊTE INTERORGANISMES?

JR : Notre organisation n'est pas la seule à avoir des pratiques exemplaires. Les autres ont de bonnes idées et d'intéressantes façons de faire les choses. Les enquêtes interorganismes rassemblent cette diversité de modes de pensée sous un même toit. Un policier poursuit son apprentissage tout au long de sa carrière : il regarde ce qui se fait ailleurs et fait siennes les idées qui lui semblent les meilleures. À mon sens, c'est dans la pluralité des points de vue que réside tout l'intérêt des opérations policières conjuguées.

** Il s'agit de l'enquête portant sur les 68 femmes assassinées ou portées disparues dans le Downtown Eastside de Vancouver et les régions voisines. »*



Le Dr Peter Boyles, à gauche, et l'agent Stéphane Quesnel du Service de police d'Ottawa, forment une patrouille unie qui leur permet de répondre aux demandes d'intervention dans les situations d'urgence en santé mentale.

PARTENARIAT

UNE ÉQUIPE DE POLICIERS ET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ AU SECOURS DES PERSONNES EN DÉTRESSE

Par le serg. Debbi Palmer et l'ag. Stéphane Quesnel, Service de police d'Ottawa, Santé mentale, et le Dr Peter Boyles, Hôpital d'Ottawa, Équipe mobile d'intervention d'urgence

Sir Arthur Conan Doyle aurait-il pu prédire que ses personnages Sherlock Holmes et le Dr Watson, prendraient vie un jour? Pourtant, un partenariat similaire est mis à l'essai par l'Hôpital d'Ottawa et le Service de police d'Ottawa, dans lequel un policier et un médecin psychiatre font équipe pour venir en aide aux personnes en détresse.

L'Unité de santé mentale du Service de police d'Ottawa (USM) et l'Équipe mobile d'intervention d'urgence (EMIU) de l'Hôpital d'Ottawa collaborent ainsi depuis 2004. Les quatre agents de l'USM travaillent de concert avec une équipe de travailleurs sociaux et d'infirmières, tandis que l'EMIU compte deux psychiatres consultants également disposés à effectuer des évaluations itinérantes dans la collectivité.

En juillet 2012, un projet pilote, inspiré du modèle susmentionné, a été proposé par un des psychiatres à Ottawa, le Dr Peter Boyles. Ainsi, trois après-midi par semaine, ce dernier et/ou un médecin résident circulent dans une autopatrouille banalisée en compagnie d'un agent en civil de l'USM pour répondre aux

demandes d'intervention.

DE MULTIPLES AVANTAGES

Les avantages pour le client, sa famille, les policiers patrouilleurs, les hôpitaux et le médecin traitant sont multiples.

Pour le client et sa famille, on effectue un examen de santé mentale à domicile. Par la suite, le client pourra être amené à l'hôpital pour un examen approfondi, une visite de suivi pourra lui être offerte (avec ou sans ordonnance de médicaments) ou encore le client pourra choisir de rester chez lui; on lui fournira alors de nombreuses ressources.

Cette démarche à domicile permet d'éviter les longues files d'attente au service d'urgence et la frustration de traiter avec un système complexe de soins de santé pour trouver les ressources voulues. Si une hospitalisation s'avère nécessaire, les modalités d'admission sont simplifiées et accélérées. Les policiers patrouilleurs y trouvent aussi leur compte : ils peuvent quitter les lieux plus rapidement pour répondre à d'autres demandes d'intervention.

Pour le médecin et l'hôpital, cette méthode permet d'obtenir un aperçu direct du lieu de résidence et d'effectuer une évaluation plus approfondie. Des sources latérales comme les membres de la famille peuvent être interrogés sur les lieux, ce qui permet d'obtenir une évaluation d'urgence sans délai et de désengorger les services d'urgence.

Par exemple, lorsque la famille d'un client obtient une ordonnance d'examen psychiatrique émise par un juge de paix, cette ordonnance – le formulaire 2 aux termes de la *Loi sur la santé mentale de l'Ontario* – est exécutée par un policier, qui doit amener la personne au lieu d'examen psychiatrique le plus proche, notamment un hôpital.

UNE ÉVALUATION EN TEMPS UTILE

Dans le cadre du projet pilote, le policier et le médecin peuvent évaluer le client à son domicile, plutôt que dans un hôpital, et déterminer spontanément s'il doit être hospitalisé. Autrement, le policier patrouilleur aurait à appréhender le client pour l'amener à l'hôpital où les deux devraient généralement



attendre plusieurs heures pour consulter un médecin psychiatre.

Le cas suivant illustre à merveille l'utilité du programme pour tous les intervenants : un homme âgé a composé le 911 depuis une aire de restauration dans un grand centre commercial d'Ottawa. L'homme, qui ne résidait pas à Ottawa, a dit au répartiteur qu'il venait d'acheter un canif et qu'il entendait poignarder des gens, mais sans savoir pourquoi. Les agents policiers l'ont repéré, puis l'ont appréhendé aux termes de la *Loi sur la santé mentale de l'Ontario*.

L'agent de l'USM et le médecin ont procédé à une évaluation sur place. Ce faisant, ils ont déterminé que l'homme souffrait d'un traumatisme cérébral, ses symptômes imitant ceux d'un trouble de santé mentale. L'équipe mobile d'intervention d'urgence a été avertie et l'homme transporté à l'un des lits d'urgence.

L'USM a alors entrepris avec l'homme des démarches pour le renvoyer à sa ville natale en Alberta. S'il avait été admis à l'hôpital, selon les pratiques usuelles, il aurait dû vraisemblablement attendre avec les deux policiers environ quatre heures avant d'être observé, après quoi on l'aurait probablement aiguillé vers un refuge.

UNE DÉMARCHE COMPLÉMENTAIRE

Si une telle démarche a déjà été adoptée au pays avec d'autres professionnels de la santé mentale – infirmières, travailleurs sociaux et conseillers en intervention d'urgence –, c'est la première fois qu'on apparie des médecins avec des policiers, explique la s.e.m. Dana Reynolds de l'USM.

« Le médecin élargit la portée de l'intervention grâce à sa capacité d'attester l'état de la personne, de l'admettre dans un hôpital, d'annuler une admission volontaire et de prescrire des médicaments », ajoute le Dr Peter Boyles.

Le projet pilote fait aussi appel aux plus récentes innovations technologiques. Ainsi, les policiers ont naturellement accès aux fichiers de leur ordinateur, tandis que le médecin a accès au dossier médical du client sur son iPad. En vertu d'un protocole d'entente entre le Service de police d'Ottawa et l'Hôpital d'Ottawa, les intervenants peuvent avoir un aperçu plus complet de la situation sur place, ce qui est tout à l'avantage du policier, du médecin et de la personne en détresse.

S'il ne s'agit pour le moment que d'un

projet pilote, les réactions sont néanmoins positives. Les deux exemples ci-dessous illustrent avec éloquence les avantages de ce partenariat.

LE VOIR, C'EST LE CROIRE

Dans un des cas, un homme a contacté la police, préoccupé par sa femme qui avait adopté un comportement bizarre au cours des trois ou quatre derniers mois. Elle manifestait de la paranoïa : elle ne croyait pas que son mari était vraiment son mari et elle s'imaginait surveillée par des services du gouvernement.

Au début, les renseignements fournis ne permettaient pas à la police d'appréhender cette dame en vertu de la *Loi sur la santé mentale de l'Ontario*. Elle avait une tenue soignée, une élocution claire et ne manifestait aucun signe qu'elle voulait porter préjudice à elle-même ou à autrui, et semblait être en mesure de prendre soin d'elle-même.

La police a demandé à l'homme d'obtenir le formulaire 2 de santé mentale, c'est-à-dire une ordonnance d'examen par un juge de paix. Le formulaire autorise quiconque, notamment un agent de police, à amener la personne à un lieu pertinent pour y être examinée par un médecin.

Le lendemain, l'homme a obtenu le formulaire 2, puis a demandé l'assistance de la police. Le policier de l'USM et le psychiatre, qui étaient de service ce jour-là, ont répondu à l'appel.

Une fois sur les lieux, l'homme a donné des informations supplémentaires à l'équipe, notamment le fait que sa femme parlait souvent du diable et avait disposé des croix un peu partout dans leur maison. Lorsque l'équipe s'est entretenue avec la femme à l'intérieur du foyer, celle-ci avait une tenue soignée et a nié les allégations de son mari.

Les intervenants ont aussi pu discuter avec d'autres membres de la famille et avec des voisins, qui ont corroboré les dires de l'époux. Ils ont également aperçu les croix à l'intérieur de la maison. Forts de tous ces renseignements, le psychiatre s'est entretenu avec la femme, puis a rempli le formulaire de santé mentale no 1, une demande d'examen psychiatrique par un médecin.

L'équipe d'intervenants a averti l'hôpital de l'arrivée d'une personne aux termes d'un formulaire no 1; à leur arrivée à l'hôpital, la femme a été admise dans une chambre en moins de 30 minutes. Normalement, il aurait fallu que deux policiers l'accompagnent et l'attente aurait été d'au moins deux heures

et demie. Par la suite, la femme a reçu un diagnostic de schizophrénie, puis a fait l'objet d'un traitement et de renvois pertinents après avoir obtenu son congé de l'hôpital.

SUR LE QUI-VIVE

Dans un autre cas, l'agent de l'USM et le psychiatre ont répondu à l'appel d'un homme qui venait de recevoir un message texte de sa petite amie lui disant qu'elle allait se suicider. L'équipe a rencontré la jeune femme, qui leur a dit qu'elle souhaitait sauter de son balcon du 18^e étage.

Elle était de toute évidence troublée et avait besoin de parler, mais sans la présence de la police. On a donc conseillé aux policiers de rester à l'extérieur du logement, tandis que les agents de l'USM, en civil, sont restés avec le psychiatre et la cliente.

Elle a fini par avouer qu'elle rompt avec son petit ami et qu'elle était très troublée, mais n'avait pas l'intention de mettre fin à ses jours. Elle a expliqué qu'elle voulait poursuivre ses études et garder son emploi à temps partiel.

Les intervenants l'ont renvoyée à l'USM pour obtenir des ressources afin de l'aider à gérer sa rupture et à trouver un logement au besoin. Au terme d'un long entretien, elle s'est montrée bien disposée et a quitté l'appartement pour voir des amis.

L'USM a fait un suivi auprès de la jeune femme le lendemain et celle-ci a dit se sentir mieux; elle allait rester chez sa mère jusqu'à ce qu'elle trouve un logement. Elle avait également fixé un rendez-vous avec un conseiller. Les membres de l'USM lui ont donné leur numéro en l'invitant à les appeler si elle avait besoin de parler à quelqu'un.

Habituellement, un policier patrouilleur l'aurait appréhendée aux termes de la *Loi sur la santé mentale de l'Ontario*, pour l'amener à l'hôpital aux fins d'examen. Elle aurait par la suite été vraisemblablement congédiée après un entretien avec le psychiatre, puis renvoyée à l'USM. L'équipe a épargné des ressources précieuses à la police et à l'hôpital, mais surtout, elle a pu prêter secours à la femme à domicile et lui fournir les ressources nécessaires sans avoir à passer par l'hôpital.

Comme l'aurait dit Sherlock Holmes, il est élémentaire que de tels partenariats soutiennent une nouvelle vague de prestation de soins et de coopération, utiles à bien des égards pour la collectivité. ■



Photographie publiée par la Police de Nouvelle-Zélande



La Police de Nouvelle-Zélande, les pompiers et des membres de l'équipe australienne de recherche et sauvetage en milieu urbain du Queensland reçoivent l'aide d'ouvriers de la construction pour récupérer des corps des débris de l'immeuble de la Canterbury Television au lendemain du tremblement de terre.

OPÉRATIONS CONJOINTES

DOSSIER

MODE SAUVETAGE

RETOUR SUR L'INTERVENTION POST-SÉISME DE LA POLICE NÉO-ZÉLANDAISE

Par Dave Cliff, commissaire adjoint, Police nationale de la Nouvelle-Zélande

Deux ans après le tremblement de terre dévastateur, Christchurch a inauguré son nouveau poste de police le 14 février 2013. C'était un nouveau départ pour les employés qui ont connu le chaos après le séisme de 2011 et maintenu les services de police au long des efforts déployés par la ville pour se remettre sur pied. Le site a été déblayé et le poste reconstruit et occupé en moins de 10 mois.

En inaugurant l'édifice, le chef du district de Canterbury, le surintendant Gary Knowles, a rendu hommage à ses artisans : « Compte tenu des séismes, du déplacement du personnel et des échéanciers, la cérémonie d'aujourd'hui n'en est que plus impressionnante. »

Il avait raison. À 12 h 51, le 22 février 2011, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,3 a fait s'effondrer des immeubles sur leurs occupants et débouler la brique dans des rues achalandées. Les bulletins télévisés montraient des survivants ensanglantés et un paysage urbain éclaté : la cathédrale défigurée et un amas de matériaux dans lequel on ne re-

connaissait pas l'immeuble de la Canterbury Television (CTV).

Les employés de la Police de Canterbury n'ont pas tardé à se mettre en mode sauvetage, réconfortant les blessés, les mourants et les explorés, récupérant les corps. Plus de 200 policiers sont venus de partout au pays pour prêter main-forte aux 1 200 que comptait la ville. Ils ont gardé les périmètres de sécurité, organisé les évacuations et assuré la recherche et sauvetage des disparus et les échanges avec les familles.

Rapidement, la Défense néo-zélandaise a lancé ce qui allait devenir son opération la plus vaste jamais menée sur son territoire, mobilisant plus de 1 400 membres et réservistes des forces combinées – Armée, Marine et Air. L'armée a fourni la logistique, du matériel et du transport et a procédé aux évacuations et à la surveillance du port. L'armée de l'air a assuré un pont aérien entre Christchurch et Wellington pendant que l'équipe du district de Canterbury nourrissait les déplacés.

La Police de Canterbury et ses parte-

naires – les hôpitaux, les ambulanciers, les pompiers et l'armée – avaient pratiqué ce type d'intervention. À cinq reprises dans les deux années précédentes, on avait testé la capacité de coordonner la gestion d'une situation où, suivant un scénario de contre-terrorisme, on imaginait la ville aux prises avec des dommages considérables. On s'en félicitait quand est survenue la catastrophe : tous les services savaient pouvoir compter sur leurs homologues et avaient confiance en eux.

La parfaite coordination qui a permis aux services de s'entraider est née des amitiés et de la confiance qui s'étaient établies lors des exercices d'avant le tremblement de terre.

LOURD BILAN

Le séisme a fait 185 morts, dont 115 – y compris une employée de la Police de Canterbury, Pam Brien – dans l'immeuble CTV. La nouvelle a fait le tour du monde, d'autant plus que plusieurs victimes venaient de l'étranger, l'immeuble CTV abritant une école de langues fréquentée par des dizaines



d'étudiants. Le monde s'est mobilisé.

Au fort des recherches, 900 sauveteurs de Nouvelle-Zélande, d'Australie, du Japon, de Chine, de Singapour, de Taïwan, des États-Unis et de Grande-Bretagne ont afflué vers Christchurch. Puisque la Nouvelle-Zélande adhère à une procédure reconnue par l'ONU, des experts internationaux ont pu participer à l'identification des victimes de catastrophe (IVC). La police a collaboré de près avec des pathologistes, des dentistes judiciaires, des scientifiques et le coroner à une morgue provisoire érigée au camp militaire de Burnham.

Puisqu'on comptait des victimes originaires entre autres des Philippines, des États-Unis, d'Irlande, de Thaïlande, de Chine, d'Israël, du Japon et de Turquie, on a rapidement fait appel aux diplomates du Ministère des affaires et du commerce extérieurs (MFAT), qui ont veillé à transmettre l'information aux ambassades de tous les pays concernés.

La police a rencontré des ministres et des représentants des gouvernements de plusieurs pays pour les assurer qu'on faisait tout ce qu'on pouvait pour identifier les victimes et les rendre à leurs familles le plus vite possible. Il a fallu entre autres bien expliquer l'IVC, pour que les proches comprennent que la police tenait à éviter toute méprise sur l'identité d'une victime.

L'aide offerte par l'Australie se démarquait. Deux jours après le séisme, 300 policiers australiens ont débarqué, sous les applaudissements des personnes présentes à l'aéroport. Ils sont venus de chacun des sept services de police d'État et de la police fédérale pour travailler à Christchurch.

Assermentés comme policiers de Nouvelle-Zélande, les policiers australiens y patrouillaient pour la première fois depuis le XIXe siècle.

Des commandants australiens ont été intégrés au groupe de commandement et ont participé à la prise de décisions, au même titre que les représentants du MFAT, des pompiers, des ambulanciers, de l'armée et de l'équipe des médias.

Le surintendant Anthony Fioravanti, de la Police de l'Australie du Sud, était à Canterbury en programme d'échange depuis trois mois. Il a été nommé commandant adjoint de l'Opération Earthquake, l'intervention policière en réaction au séisme.

La compatibilité de l'équipement a posé peu de problèmes. Il était facile de program-

mer les radios des policiers australiens aux fréquences locales, mais ceux-ci ont dû se départir de leurs armes à feu, puisque la police néo-zélandaise n'est habituellement pas armée.

Des médias locaux et étrangers ont investi Christchurch. Aussi, on y a appelé des experts en communication de tous les services de police du pays. Les points de presse étaient quotidiens, confiés au maire Bob Parker et au commandant de la Police du district de Canterbury, entre autres.

Il fallait gagner le cœur et la confiance des gens de la ville traumatisée, de tout le pays, des correspondants étrangers. La police devait se montrer efficace, empathique, humaine.

En prévision de l'arrivée des proches des victimes de 20 nationalités, les Services Maoris, Pacifique et Ethnies de la Police de Canterbury ont constitué une équipe d'intervention culturelle. Les visiteurs ont été accueillis par les Ngai Tahu, la tribu maori dominante dans le district. La spiritualité maori est devenue source de consolation pour ces gens d'univers spirituels variés.

Lorsqu'il fallait déplacer un corps pour l'IVC, des aumôniers de l'armée, chrétiens et musulmans, disaient des prières. Les familles devaient savoir que l'on traitait leurs proches avec dignité, surtout quand l'identification a demandé beaucoup de temps.

Un agent de liaison a été assigné à chaque famille, suivant la leçon tirée de l'expérience des familles des 29 victimes de la mine de charbon *Pike River* en novembre 2010.

Pour permettre aux familles de voir où les leurs avaient péri, on leur a nolisé des autobus. Lorsqu'il était trop dangereux d'en sortir, les Japonais ont fait déposer leurs fleurs par l'agent Nao Yoshimizu, seul membre nipponophone de la Police de la Nouvelle-Zélande.

Dans tous les coins de la ville, la police patrouillait, frappait aux portes, demandait si tout le monde allait bien. Dans une maison, elle a trouvé une dame âgée qui endurait en silence une hanche fracturée, pour ne pas déranger.

Les patrouilles apportaient leur lot de renseignements. Au quartier général de la police à Wellington, le centre national du renseignement fonctionnait sans arrêt, combinant ses conclusions à l'information des patrouilleurs pour brosser le tableau de ce qui se passait dans la ville pour le bien du groupe de commandement.

Une équipe de planification, où était

représentée la Défense, s'est penchée sur la structure du travail policier post-séisme et a jugé après une semaine que l'Opération Earthquake devait être isolée du travail policier quotidien. On a donc confié à un surintendant la responsabilité des patrouilles de réconfort, des périmètres de sécurité, des recherches et de l'IVC. Au fil des mois, l'Opération Earthquake a pu se résorber.

LEÇONS APPRISSES

La principale leçon retenue a été de séparer l'intervention d'urgence des affaires ordinaires. Les besoins d'intervention policière ordinaire ne disparaissent pas et fonctionner longtemps en mode de crise ne fait que prolonger l'incertitude.

On a aussi retenu la nécessité des patrouilles de réconfort, pour que les gens dans les banlieues éprouvées ne se sentent pas isolés. Encore aujourd'hui, des patrouilles sillonnent les rues plus qu'avant le séisme, surtout dans les quartiers où les rues ont été désertées, sauf par un résident ou deux.

Le 18 mars 2011, sous un soleil radieux, on a tenu un service commémoratif au parc Hagley de Christchurch. Malgré la douleur toujours vive, les gens commençaient à rebâtir leur vie. Les manchettes faisaient désormais la place au tsunami qui avait dévasté le Japon. « Il faut avoir aimé pour connaître le deuil, a dit le Prince William à la foule. Et ici aujourd'hui, nous éprouvons à la fois amour et douleur. »

Édifice patrimonial et site névralgique de la police, le poste de Christchurch a été déclaré sain, mais une prochaine catastrophe pourrait rendre la structure inutilisable. On a donc prévu le remplacer à l'occasion de la vaste reconstruction du centre-ville, mais puisqu'il faudra des années pour en arriver là, il fallait trouver un emplacement temporaire.

En décembre 2012, le dernier employé a évacué la vieille centrale. Le commissaire Peter Marshall a dit aux invités à l'inauguration du nouveau poste conforme aux normes et destiné à faire office d'installation post-catastrophe : « Nous nous tournons vers l'avenir, comme notre ville en reconstruction, mais nous n'oublierons jamais ceux qui ont servi dans l'ancienne centrale. »

Le commissaire adjoint Dave Cliff était le commandant de la Police du district de Canterbury au moment de la catastrophe.



INTERVENIR AVEC MODÉRATION

GESTION MESURÉE DES MANIFESTATIONS

Par Sigrid Forberg

Il peut être difficile de respecter les droits des manifestants tout en veillant à ce qu'ils ne portent pas atteinte aux droits des autres. Quand les choses se déroulent sous le regard du pays entier, comme dans le cas du mouvement Idle No More, un dérapage peut vite se produire.

Ce mouvement populaire visant à faire connaître les droits des Autochtones au Canada a commencé à attirer une attention nationale et internationale l'automne dernier, lorsque ses partisans ont tenu des défilés, érigé des barrages routiers et menacé de paralyser des industries.

Partout au pays, la GRC y a réagi dans un esprit de collaboration mesurée grâce auquel les manifestations se sont déroulées de manière sécuritaire et pacifique.

L'IMPORTANCE CRUCIALE DE LA COMMUNICATION

Plusieurs activités étaient prévues au Nouveau-Brunswick, où la population autochtone est nombreuse. Selon le surint. Ross White, officier responsable du soutien opérationnel, la stratégie adoptée dans cette province, comme dans les autres, consistait à collaborer avec les manifestants et avec les personnes touchées par leurs activités afin d'assurer la sécurité de tous.

« Tout dépend de la communication et de l'établissement de relations de confiance, affirme-t-il. Une mauvaise communication risque de causer des ratés et de soulever des problèmes. »

Comme le pays entier suivait les manifestations et leur issue, ajoute le surint. White, la police était consciente du besoin de gérer chaque situation avec soin. Il fallait aussi que la stratégie de la GRC tienne compte des besoins de chaque région concernée tout en restant cohérente à l'échelle nationale.

« Nous voulons que les gens exercent le droit que leur garantit la Charte, mais nous ne perdons jamais de vue que les événements qui surviennent dans une partie du pays peuvent avoir une incidence sur ce qui se passe ailleurs », résume le surint. White.

LE SOUCI D'EXPLIQUER LES RAISONS

En Alberta, le Détachement de Wood Buffalo sert la ville de Fort McMurray et neuf autres communautés de moindre taille. Les deux routes principales de la région, soit la 63 et la 881, font partie des infrastructures essentielles et servent de voies d'accès en cas d'urgence.

La proximité de l'industrie pétrochimique entraîne une forte circulation sur ces deux artères. Quand des manifestants ont exprimé l'intention d'y ériger des barrages routiers, le surint. Bob Couture, chef du Détachement, le chef local des Premières nations et le chef du service des incendies ont publié une lettre ouverte pour rappeler à tous l'importance de ces routes pour le maintien de la sécurité publique.

« La collectivité autochtone a vu que la GRC ne cherchait pas à privilégier les intérêts d'une partie ou d'une autre et que les gens

pouvaient exercer leurs droits dans la mesure où ils le faisaient de manière sécuritaire », souligne le surint. Couture.

Il ajoute que la lettre ne mentionnait pas explicitement le mouvement Idle No More et que le rappel s'adressait à tous les groupes, autochtones ou autres, qui souhaiteraient manifester.

« Nous avons donné le ton pour les manifestations à venir, explique-t-il. Tous les groupes qui désirent exprimer leur opposition ont le même droit de manifestation, pourvu qu'ils s'y prennent de manière sécuritaire, sans compromettre l'accès routier nécessaire à la sécurité publique. »

UNE ATTITUDE DE COMPASSION

À Ottawa, la journée d'action nationale décrétée le 28 janvier à l'appui d'Idle No More a fait affluer des gens de partout dans la province vers la Colline du Parlement.

Il y avait parmi eux un groupe venu de Windsor à bord d'un autocar nolisé dont le retour s'est fait attendre en vain en fin de journée, laissant en plan de nombreux manifestants, dont plusieurs enfants. Les voyant se serrer ensemble pour se protéger du froid, le cap. Tim Tong, du Groupe des manifestations, et son partenaire, le gend. Barclay MacLeod, ont offert aux enfants et à leurs mères de se réchauffer dans leur fourgonnette et les ont plus tard conduits à un bureau non loin de là pour les aider à coordonner leur départ avec le chauffeur de l'autocar.

« C'était une journée de travail comme les autres pour moi. Je ferais la même chose n'importe où, n'importe quand, affirme le cap. Tong. Je crois sincèrement que cette mentalité de compassion avant tout est inhérente à la Gendarmerie. »

Une des femmes a écrit au superviseur du cap. Tong et a chanté ses louanges ainsi que celles du gend. MacLeod aux médias locaux. Mais le cap. Tong maintient que n'importe quel membre aurait agi de la même façon.

« Au bout du compte, il a suffi d'un peu de bonne volonté et de compassion pour venir en aide à ce groupe particulier, conclut-il. Ce n'est pas une nouvelle digne des manchettes, mais cette situation a changé l'image que quelques personnes avaient de nous. »

Manifestation du mouvement Idle No More organisée sur la route 63, la principale artère à Fort McMurray, en Alberta.



GRC Wood Buffalo



VOLEURS DE FERRAILLE ÉPINGLÉS EN GRANDE-BRETAGNE GRÂCE À UNE DÉMARCHE CIBLÉE

Par l'insp.-chef Robin Edwards, Opération Tornado, British Transport Police

Au milieu des années 2000, en Grande-Bretagne et en Europe, on a noté une hausse des vols de métaux, surtout des câbles des réseaux ferroviaires et de communications.

En 2006, la montée de la criminalité en Grande-Bretagne découlait directement de la hausse rapide du prix du cuivre sur les marchés mondiaux, les deux se produisant presque simultanément. L'augmentation des prix des métaux découlait de la demande apparemment sans fin des économies florissantes de l'Orient.

S'ajoute à cela le lien fréquent entre criminalité acquisitive et période de récession économique, période dans laquelle l'Europe serait plongée quelques mois plus tard.

Habituellement, la police s'attaque directement à la hausse de la criminalité en ciblant ses auteurs. C'est ce qu'a fait la BTP, le service de police spécial de la Grande-Bretagne pour les chemins de fer, en affectant davantage de ressources aux opérations proactives.

Des centaines de personnes ont été arrêtées et traduites en justice, ce qui est satisfaisant du point de vue policier, mais ne règle rien dans les faits. Soit que les voleurs étaient libérés et s'enfouaient de nouveau dans la criminalité, soit qu'un tas d'autres étaient prêts à prendre leur place.

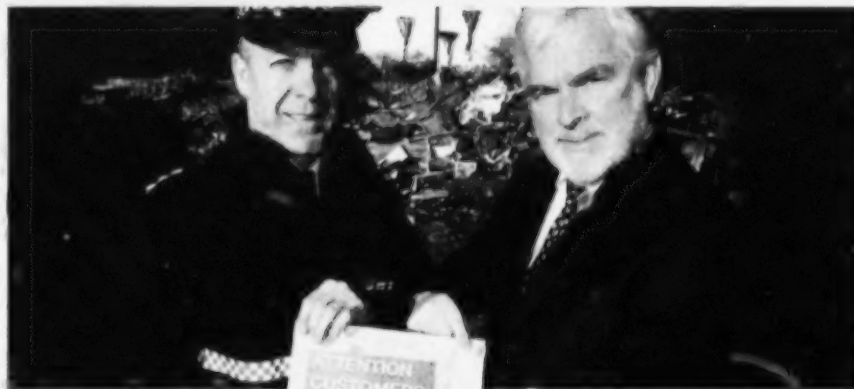
À ce moment, le vol de câbles était le principal facteur de perturbation des chemins de fer et il coûtait à l'industrie plus de 16 M£ (24 M\$) par année. Cette pratique nuisait à des milliers de personnes puisque les criminels ciblaient le métal de nombreuses industries, dont le câblage des télécommunications, les propriétés résidentielles et les entreprises.

En un an, 10 personnes sont d'ailleurs mortes en tentant de voler des câbles.

Le réseau ferroviaire étant le plus touché, la BTP a entrepris d'en faire une priorité pour les services de police locaux et d'en démontrer les conséquences réelles aux tribunaux.

L'Association of Chief Police Officers (ACPO), et son équivalent en Écosse, a mis sur pied des groupes de travail sur le vol de métaux réunissant la police, les services publics et l'industrie afin de résoudre les problèmes de façon plus stratégique.

La police n'a pas abandonné ses tactiques



L'insp.-chef temp. Robin Edwards, à gauche, et Ian Hetherington, directeur général de la British Metals Recycling Association, ont collaboré étroitement pendant l'Opération Tornado afin d'empêcher les vols de métaux au Royaume-Uni.

de répression, elle les a améliorées au moyen d'une collaboration transfrontalière et de journées nationales de mobilisation. À elle seule, la BTP a arrêté plus de 1000 suspects de vol de métaux en 2011.

Au lieu de cibler les criminels de bas niveau, qui pourraient aussi voler des voitures, on a décidé de s'attaquer aux entreprises de ferraille, qui fournissaient le marché pour les métaux volés.

L'industrie de la ferraille était victime de cette situation, non seulement en raison des métaux volés dans les parcs à ferraille avant d'être revendus, mais aussi par le biais d'entrepreneurs peu scrupuleux prêts à accepter des métaux sans trop se renseigner sur leur provenance, enlevant ainsi du travail aux entreprises légitimes.

L'Opération Tornado, à laquelle participe l'organisation British Metals Recycling Association (BMRA), a été lancée en janvier 2012, en tant que projet pilote, dans le nord-est de l'Angleterre, un point chaud pour ce type de crime.

On a entre autres créé une carte d'identité volontaire afin de retrouver plus facilement les voleurs et de dissuader les voleurs potentiels, ce qui rend la vente de métaux volés presque impossible.

Dans le cadre du projet, l'objectif principal était d'adopter des mesures simples, mais efficaces pour mettre un terme aux activités criminelles. Grâce à la simplicité du projet, les marchands opposés à toute forme de réglementation et qui avaient jusque là refusé des

projets volontaires de réduction des vols ont fini par appuyer le projet.

C'est le fait que de nombreuses transactions de ferraille soient anonymes et réglées en argent comptant qui ont surtout attiré les voleurs dans ce domaine. Cependant, depuis janvier 2012, quiconque vend de la ferraille aux marchands participants dans le nord-est doit présenter une preuve d'identité, comme un permis de conduire avec photo, un passeport ou une carte d'identité nationale ainsi qu'une facture de services publics de moins de trois mois.

La police a aussi perfectionné son approche en classant les entreprises selon un code de couleur et en concentrant ses efforts de répression sur les entreprises à risque élevé.

Les résultats n'ont pas tardé : le taux de criminalité a fléchi de 40 % à 70 % au cours des six premiers mois.

La mise en œuvre de l'Opération Tornado à l'échelle nationale s'est échelonnée de février à septembre 2012, et plus de 90 % des quelque 3000 ferrailleurs appuient le projet.

Parallèlement à l'Opération Tornado, le groupe de travail dirigé par la police a fait des pressions sur les députés et le gouvernement afin de réformer l'octroi de licences et les lois régissant l'industrie de la ferraille.

À la suite de la mise en œuvre de l'Opération Tornado partout en Angleterre, la criminalité liée à la ferraille a diminué de 45 % au pays. Le programme est maintenant reconnu à l'échelle nationale et plus de 50 services de police distincts y prennent part.

DOSSIER

OPÉRATIONS CONJOINTES



UNE ESCOUADE INTERORGANISMES CIBLE LE CRIME ORGANISÉ

Par Louise Douglas-Major, gestionnaire du renseignement, Commission criminelle de la Nouvelle-Galles du Sud

OPÉRATIONS CONJOINTES

DOSSIER

À l'instar de nombreux pays insulaires, l'Australie dépend de la navigation commerciale pour l'importation et l'exportation de marchandises. L'importance de ce secteur est ressortie dans les années 90 lors du conflit qui a opposé l'exploitant de terminaux à conteneurs Patricks et le syndicat maritime d'Australie, et qui a paralysé le pays.

Si la navigation commerciale est essentielle au commerce légitime, elle attire aussi les criminels, qui tentent de camoufler des marchandises au sein des tonnes d'importations légales. Contrairement à l'Europe, toutefois, l'Australie n'a pas observé le recours aux conteneurs pour faciliter l'immigration illégale. Cela dit, on ne compte plus les exemples d'employés corrompus impliqués dans le trafic de drogues et d'armes dans les zones riveraines.

En fait, le degré de corruption dans ce secteur était tel dans les années 80 qu'on a établi la commission royale d'enquête sur les activités du syndicat fédéral des débardeurs et des peintres de navires. Quoique controversée, cette commission a conclu à la participation massive des débardeurs à diverses formes de crime organisé, dont la

fraude, le vol, la violence et l'importation de drogues et d'armes.

Par la suite, des enquêtes menées par divers organismes d'application de la loi australiens dans les années 90 et 2000 ont confirmé les constatations de cette commission : il semblait bel et bien exister une culture endémique de corruption dans le secteur riverain et les personnes qui ne trempaient pas directement dans l'activité criminelle la soutenaient en fermant les yeux.

C'est dans ce contexte que Phillip Bradley, à la tête de la Commission criminelle de la Nouvelle-Galles du Sud (NGS) à l'époque, a recommandé l'établissement d'une escouade interorganismes pour cerner les vulnérabilités du secteur riverain de l'État et faire des recommandations.

Par suite des recommandations et des discussions subséquentes entre les divers organismes d'application de la loi concernés, on a lancé l'opération Polaris en juillet 2010, et celle-ci a atteint sa pleine capacité un an plus tard.

Cette opération mobilise le Service des douanes et de la protection frontalière d'Australie (SDPFA), la Commission

criminelle d'Australie (CCA), la Police fédérale d'Australie (PFA) et la Commission criminelle et la police de la NGS, soit les cinq principaux organismes chargés d'enquêter sur le crime organisé dans l'État.

Le commissaire adjoint Peter Singleton de la Commission criminelle de la NGS soutient que les escouades interorganismes, formées d'organismes d'application de la loi et de réglementation, se sont révélées l'une des méthodes les plus efficaces pour réprimer le crime organisé, surtout dans un territoire de compétence fédérale.

« Il n'existe pas de méthode unique; une combinaison de techniques est souvent souhaitable, explique-t-il. Chaque organisme dispose de pouvoirs légaux distincts, offre une culture organisationnelle, des compétences, des outils, du matériel et des bases de données spécifiques, et jouit de capacités particulières découlant de sa taille : une escouade interorganismes permet à chaque entité de contribuer efficacement à la répression du crime. »

Le commandant Sharpe de la PFA abonde dans le même sens : « Nous ne pouvons cibler les grands réseaux internationaux du crime organisé sans unir nos

CRIMINALITÉ EN MILIEU PORTUAIRE

Les criminels n'hésitent nullement à exploiter le milieu portuaire et l'opération Polaris Tuskers (PT) le démontre bien. Cette opération a commencé lorsqu'un représentant du gouvernement de l'Australie, abordé dans un hôtel en Indonésie où il se trouvait pour affaires, s'est fait offrir une grosse somme d'argent pour aider à importer des conteneurs renfermant des produits de tabac illicites en sol australien.

Que les criminels violent la loi pour leur propre intérêt n'a rien de surprenant, mais ce qui est étonnant, c'est qu'ils le fassent si audacieusement. Selon le commandant David Sharpe, gestionnaire des crimes graves et du crime organisé de la Police fédérale

australienne (PFA), le fait qu'un criminel offre tout bonnement un pot-de-vin à un représentant prouve combien le milieu portuaire est vulnérable à l'exploitation criminelle.

Durant l'enquête, on a recueilli des preuves importantes contre le groupe criminel australien visé et d'autres personnes et relevé les méthodes précises utilisées pour éviter que l'importation de conteneurs renfermant des produits du tabac ne soit détectée par la police. Le 1er septembre 2011, les enquêteurs de l'opération PT ont exécuté des mandats de perquisition dans huit résidences et sept véhicules et ont saisi, entre autres, des ordinateurs, des

documents et 420 000\$ en espèces.

Deux Australiens ont été arrêtés pour des infractions présumées de corruption et d'importation après la saisie de plus de 60 tonnes de tabac illégal et de près de 25 millions de cigarettes contrefaites. Six conteneurs liés aux personnes arrêtées ont été saisis par le groupe d'intervention et les douanes australiennes. Les produits saisis auraient pu causer des pertes de revenu de plus de 36M\$ à l'Australie.

— Reproduit et traduit avec la permission du magazine *Platypus* de la PFA.



forces. Mettre en commun nos renseignements, notre expérience, nos ressources et notre maîtrise technologique est la clé. »

Au lancement de l'opération, un problème important a surgi : si on possédait des renseignements montrant que les employés des secteurs riverains et des secteurs associés trempaient dans le crime organisé, ces données avaient été recueillies de façon ponctuelle, et il manquait un dépôt central pour évaluer la portée du problème.

Par conséquent, la première phase de l'opération a consisté à faire des analyses pour compiler ces données et combler les lacunes de renseignements posées par la multitude d'enquêtes non liées entre elles sur l'implication d'employés du secteur riverain dans l'importation de drogues. Ces analyses ont aussi porté sur les vulnérabilités connues et potentielles des zones riveraines et des secteurs connexes dans les contextes australien et étranger, et sur le milieu portuaire et son cadre réglementaire.

Chacun des organismes a mis en valeur une méthode d'évaluation différente.

Le SDPFA a fait part de son expertise de l'application de la loi dans le secteur riverain et de la réglementation de l'importation de marchandises.

La CCA, quant à elle, a fait profiter l'escouade de ses capacités d'analyse stratégique, notamment pour les vulnérabilités liées aux secteurs réglementés.

La PFA et la Commission criminelle et la Police de la NGS ont offert leurs connaissances tirées des enquêtes menées à ce jour pour aider à identifier les personnes pouvant se livrer actuellement à des activités criminelles, et mis en commun leur expérience de la détection et de la perturbation des réseaux du crime organisé.

Sans cette diversité de méthodes et de capacités, l'opération Polaris n'aurait vraisemblablement pas eu autant de succès.

L'opération s'est en effet avérée fructueuse au cours des trois dernières années : outre l'arrestation de 35 personnes et le dépôt de 157 accusations, l'escouade a saisi plus de 60 kg de cocaïne, 10 kg de drogues améliorant la performance et l'apparence, 129 kg de précurseurs chimiques, 114,8 tonnes de tabac, 92,7 millions de cigarettes et plus d'un million de dollars en liquidités.

Les conclusions des enquêtes ont



Des membres de l'escouade Polaris procèdent à une arrestation à Sydney.

également été utiles sur les plans législatif et stratégique.

Ainsi, en 2012, le gouvernement du Commonwealth a abrogé la *Customs Act 1901* pour faire de la contrebande de tabac une infraction passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans.

En 2011, il a signifié son intention de revoir les modalités de délivrance des cartes d'identité de sécurité maritime (CISM) aux employés des docks. Si ces cartes visaient d'abord à limiter les risques d'actes terroristes, elles sont devenues de facto une habilitation sécuritaire pour ces employés.

La CISM s'est révélée une vulnérabilité importante étant donné que l'organe émetteur ne tient pas compte d'une variété de condamnations criminelles, ni de renseignements criminels. Par conséquent, des membres de bandes de motards criminalisés et d'autres groupes criminels sont recrutés dans le secteur riverain dans des postes dont ils pourraient user à mauvais escient.

OPÉRATION TUSKERS

Délibérée et ciblée, voilà comment un des agents de l'opération Tuskers a décrit la méthode utilisée dans une situation met-

tant en cause deux douaniers australiens en Indonésie en 2011.

Ces douaniers se trouvaient à Semarang pour suivre un cours avec leurs homologues indonésiens lorsqu'ils se sont vu offrir un pot-de-vin s'ils acceptaient de faciliter l'importation de tabac. Un des agents a accepté de participer à une livraison contrôlée et, en l'espace de deux mois, a reçu un paiement pour autoriser l'entrée de deux conteneurs de tabac.

L'opération Tuskers a réussi grâce aux capacités particulières de chaque organisme.

Le SDPFA a repéré les conteneurs importés par le groupe et a veillé à ce que, outre les deux conteneurs dédouanés aux fins de la livraison contrôlée, les autres conteneurs soient saisis.

La Police de la NGS et la PFA ont affecté du personnel d'enquête et de surveillance pour protéger le participant à la livraison contrôlée et recueillir des éléments de preuve.

La Commission criminelle de la NGS a fourni des analystes financiers et criminels pour appuyer l'enquête et relever les vulnérabilités.

La CCA a quant à elle examiné les conclusions de l'enquête pour dégager les grands enjeux stratégiques et faire des recommandations au parlement. »

Groupe des médias de la Police fédérale d'Australie

DOSSIER

OPÉRATIONS CONJOINTES

LES FAITS

LA CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

Négligence, indifférence, mauvais traitements, braconnage – sous quelque forme qu'elle se présente, la cruauté envers les animaux suscite souvent des réactions émotives, et les statistiques le confirment: le bien-être des animaux est une préoccupation universelle.

Fait preuve de cruauté envers les animaux quiconque, gratuitement, pour s'amuser, par insouciance déréglée à l'égard des douleurs causées ou pour donner libre cours à son tempérament sadique et vindicatif, blesse, fait souffrir ou tue inutilement un animal sous le prétexte de le dresser, de le discipliner ou, dans le cas de sa mise à mort, de vouloir s'en nourrir ou d'abrèger ses souffrances.

Quatre articles du *Code criminel du Canada* traitent de la cruauté envers les animaux: faire souffrir inutilement, causer des lésions ou des blessures, garder une arène pour combats de coqs et enfreindre une ordonnance de prohibition ou de dédommagement.

En 2008 et 2009, la British Columbia Society for the Prevention of Cruelty to Animals a constaté une hausse jamais vue de cas de chevaux maltraités. À un certain moment durant cette période, elle avait sous son toit 48 chevaux, un nombre record pour l'organisation.

Aux États-Unis, de six à huit millions d'animaux errants ou abandonnés aboutissent dans des refuges chaque année. La moitié d'entre eux doivent être euthanasiés.

Les 50 États interdisent les combats de chiens et de coqs, et 47 ont fait de la cruauté envers les animaux un acte délictueux grave.

Pour sa part, l'Union européenne a adopté la *Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie* (CEPAC), dont les principes de base sont les suivants: nul ne doit causer inutilement des douleurs, des souffrances ou



de l'angoisse à un animal de compagnie, et nul ne doit abandonner un animal de compagnie.

La CEPAC, qui fixe les exigences que doit remplir tout possesseur d'un animal de compagnie, contient tout un article sur le commerce, les refuges pour animaux et l'élevage et la garde à titre commercial.

La législation de l'UE sur le transport d'animaux prévoit pour chaque espèce le nombre limite ou l'espace nécessaire, le type de compartiment et la durée des transports. La Suisse exige de plus que les compartiments permettent aux animaux de se tenir en position normale.

People for the Ethical Treatment of Animals (PETA) est le plus important groupe de défense des droits des animaux dans le monde. Comptant quelque trois millions de membres et adeptes, l'organisme est connu pour ses tactiques controversées et parfois illégales (p. ex. manifestants se montrant nus, raids d'installations agricoles).

En Australie, le bien-être des animaux et la législation contre la cruauté sont du ressort des autorités publiques des États et territoires du pays. Le gouvernement fédéral, quant à lui responsable du commerce et des ententes internationales sur le bien-être des animaux, collabore avec les exportateurs afin d'assurer le respect de ses normes internationales d'exportation.

En Australie-Occidentale, le délinquant est passible d'une peine de prison

maximale de cinq ans et d'une amende de 50 000 \$ si c'est un particulier, et de 200 000 \$ si c'est une entreprise.

La Society for the Prevention of Cruelty to Animals (SPCA) de Nouvelle-Zélande a recensé une trentaine d'actes barbares commis contre des animaux, dont ceux d'un couple traduit en justice pour avoir gardé sur sa propriété 161 chats et 87 chiens dans des conditions sordides.

La SPCA de Nouvelle-Zélande a mené une étude qui établit un lien entre la violence familiale et la maltraitance des animaux. La Humane Society des États-Unis signale que 71 % des victimes de violence familiale ont affirmé que leur agresseur s'en prenait également à leur animal.

En 1989, la Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora a interdit le commerce international de l'ivoire.

La Chine, où l'ivoire se transige à plus de 2 000 \$ le kilo, en est le principal marché illégal. L'ivoire y est utilisé pour fabriquer des objets d'art et utilitaires. De 1989 à 2011, 90 600 livres d'ivoire de contrebande ont été saisies en Chine.

La revue *National Geographic* rapporte qu'en 2011, le braconnage d'éléphants pour le commerce de l'ivoire a atteint son plus haut niveau en dix ans. L'Afrique centrale a été la région la plus touchée. Les experts estiment qu'au moins 25 000 éléphants ont été tués cette année-là.



METTRE UN FREIN À L'INTIMIDATION

UNE VILLE DE L'ALBERTA ADOPTE UN RÈGLEMENT ANTI-INTIMIDATION

Par Mallory Procnier

La GRC à Hanna (Alberta) a désormais un moyen de protéger les victimes contre l'intimidation et de sanctionner les agresseurs sans ouvrir de casier judiciaire.

Grâce à un règlement anti-intimidation adopté en novembre 2012, les policiers à Hanna peuvent maintenant donner une contravention, allant de 250 à 1 000 dollars, à quiconque commet un acte d'intimidation.

Même un témoin ou une personne qui encourage l'agression émotionnelle, verbale ou physique peut écoper d'une amende de 100 dollars.

INSPIRÉ DE PRATIQUES EXEMPLAIRES

La gend. Jennifer Brewer a aidé le conseil municipal à adopter le règlement après avoir reçu une série de plaintes d'intimidation, peu après son arrivée à Hanna.

« On m'abordait dans la rue pour me demander ce que je comptais faire concernant les actes d'intimidation commis à l'école, au terrain de jeu ou à la piscine », explique-t-elle.

Des incidents d'intimidation lui étaient signalés, même par des enfants d'à peine dix ans, mais elle ne pouvait pas faire grand-

chose, ses pouvoirs en tant qu'agente de la paix étant limités.

« Malheureusement, dans certains cas, je ne pouvais guère faire plus que tenir une séance de médiation avec l'agresseur et la victime, mais même cela ne marche pas toujours », dit-elle.

Elle a alors fait des recherches pour découvrir que deux autres villes de la province, Oyen et Consort, avaient adopté un règlement anti-intimidation.

Elle a suggéré l'idée au conseil municipal de Hanna et, deux mois plus tard, c'était chose faite.

« Je suis heureux que la GRC ait pris l'initiative de soulever le problème et, surtout, de proposer une solution », déclare le maire de Hanna, Mark Nikota, qui a contribué à l'adoption du règlement.

Désormais, la gend. Brewer peut donner une contravention à un agresseur, qu'il ait 13 ou 93 ans – parce que ce ne sont pas seulement les jeunes qui se livrent à l'intimidation.

« Si nous ne recevons pas de plaintes d'adultes, c'est que souvent, ils se retrouvent au bar avec l'agresseur et lui règlent eux-mêmes son compte, dit-elle. Certains

m'ont dit que l'adoption de ce règlement plus tôt leur aurait épargné un poignet cassé. »

TRANSMETTRE LE MESSAGE

Kelly Lewis, directeur adjoint de l'école J.C. Charyk Hanna, explique que depuis l'adoption du règlement, il n'a pas constaté de grand changement à l'école, mais que la façon dont les jeunes voient l'intimidation évolue.

Il attribue ce changement aux séances de sensibilisation sur l'intimidation et la cyberintimidation qui montrent aux élèves ce qu'est l'intimidation, ses effets et ses conséquences.

« Ils ont été stupéfaits de voir à quel point des commentaires faits dans Facebook pouvaient être dévastateurs, dit-il. Selon eux, ce n'était pas grave parce qu'il n'y avait pas de blessure physique, mais une fois une remarque affichée dans le Web, elle est indélébile et peut avoir des répercussions. »

Depuis novembre, la gend. Brewer dit n'avoir donné aucune contravention, ce qui, selon elle, témoigne de l'efficacité des exposés de sensibilisation.

« Ces petites séances leur permettent de comprendre ce qui peut blesser, explique-t-elle. À mon avis, si nous parvenons à ne pas donner de contravention, ou simplement à ne pas en faire mention, l'initiative va réussir. »

UN CLIMAT RASSURANT

La gend. Brewer signale que les jeunes à Hanna se sentent rassurés de savoir que la police a le pouvoir de les protéger, même s'ils sont les agresseurs.

« Les agresseurs ne craignent plus d'écopier d'une accusation criminelle, précise-t-elle. Nous pouvons empêcher ceux qui n'ont pas encore de casier judiciaire d'en acquiescer un. »

Même si elle est un peu dépassée par la publicité dont la ville fait l'objet depuis l'adoption du règlement, elle est heureuse d'avoir contribué à améliorer les choses.

« Je suis contente d'avoir apporté une contribution à la collectivité; après mon départ, il restera un cadre pour venir en aide aux victimes d'intimidation », dit-elle. »





LE STRESS ORGANISATIONNEL, ÇA EXISTE!

COMMENT Y RÉSISTER ET AIDER SES PAIRS À LE FAIRE

Par Alexis Artwohl, Ph.D.

La vie organisationnelle peut être dure, qu'on travaille au public ou au privé. Dans la sécurité publique, le personnel connaît deux principales sources de stress : l'événement traumatisant où il doit intervenir et les jeux de coulisse qui se jouent dans l'organisation.

Si vous demandez aux policiers ce qui, des deux, leur occasionne le plus de détresse émotionnelle, la vaste majorité vous répondra instantanément « l'organisation! »

On attribue le stress organisationnel tour à tour aux collègues énervants, aux mauvais patrons, à l'impression de n'être pas bien traité, aux efforts de rationalisation, aux réorganisations, aux leaders désengagés, à l'ennui.

Certains croient, à tort, que ce genre de choses ne se produit que dans leur organisation. Or, ça arrive partout, et personne, de la dernière recrue aux hauts dirigeants, n'est à l'abri. Tôt ou tard, chacun aura à composer avec les mauvais côtés de la vie organisationnelle.

Heureusement, la plupart des em-

ployés composent bien avec les hauts et les bas de la vie organisationnelle. On peut ne pas céder au cynisme, à la colère, à l'amertume. Des études prouvent que la plupart des policiers résistent au stress organisationnel et apprécient leur carrière dans son ensemble.

Toutefois, dans chaque organisation, il y a des employés qui sombrent et forment ce que j'appelle le Club des braillards chroniques (CBC).

Peu nombreux, ils peuvent pourtant avoir une influence profonde. Leurs collègues voudront éviter de travailler avec eux. Les superviseurs vous diront devoir consacrer 90 pour cent de leur temps et de leur énergie à 10 pour cent des employés qui relèvent d'eux, habituellement des membres du CBC. Même les représentants syndicaux souhaiteraient ne pas avoir à s'occuper toujours de leurs plaintes, accusations d'iniquité et exigences d'action immédiate.

Enfin et surtout, les membres du CBC se rendent misérables et s'empêchent

d'apprécier un travail qui est plus divertissant et plus enrichissant que bien d'autres.

J'ai travaillé auprès de nombreux membres du CBC en milieu policier. Quelques-uns avaient des problèmes de santé mentale, mais c'était une minorité. Par contre, tous avaient des problèmes d'attitude qu'ils pouvaient corriger, s'ils le voulaient.

Carencés en aptitudes sociales, beaucoup ne voyaient pas l'incidence que leur négativisme avait sur leurs collègues et sur la population. Je les ai amenés à rajuster leur attitude et à développer leurs aptitudes sociales. Leurs efforts ont été récompensés. Voici un message que j'ai reçu d'un de mes étudiants récemment :

« À la fin du cours, vous avez parlé du Club des braillards. Chez nous, on les appelle les mécontents et j'ai longtemps été leur roi incontesté. J'en étais rendu à associer la sonnerie du téléphone dans le bureau de mon superviseur au règlement de mon cas par la direction. Je ne dormais plus, je perdais la santé et j'ai commencé à m'absenter. Un



jour, je me suis dit que j'aimais mon travail et que ça allait cesser. Je me suis mis à faire mon travail. Aujourd'hui, j'ai été promu, j'ai de nouvelles responsabilités et mes redoutés patrons me demandent souvent mon opinion. »

Bravo à ce policier qui s'en est sorti tout seul, réchappant du coup sa carrière et sa tête. Pour ceux qui se sentent attirés par l'ombre ou qui composent avec des collègues qui y ont déjà sombré, voici quelques suggestions.

POUR VOUS PRÉSERVER DU CBC

Voyez la réalité en face. L'organisation n'existe pas pour faire travailler ses employés ni pour les rendre heureux. La mission d'une organisation publique est de fournir des services aux contribuables, efficacement et à bon coût. La mission de l'entreprise privée est de rapporter. Les organisations publiques et privées atteindront mieux leurs buts si leurs employés sont heureux et motivés, d'où leur avantage à bien les traiter. Mais là où il y a de l'homme, il y a de l'hommerie, et c'est pour ça qu'existe le droit du travail.

Dans la réalisation de la mission, c'est inévitable, il y aura des circonstances qui déplairont à certains, voire à la majorité des employés, mais il ne sert à rien de s'en offusquer, de s'en indigner. La vie est injuste et chacun doit subir sa part d'injustice à un moment donné. Il n'est tout simplement pas réaliste de penser que vous devriez toujours être heureux, toujours être traité équitablement.

Acceptez votre responsabilité. Imputer son malheur à autrui est facile. Pourtant, même quand vous êtes réellement victime des circonstances, vous avez toujours le choix de la manière d'y faire face. Vous pouvez jeter de l'huile sur le feu en faisant des choix peu judicieux, ou vous frayer un chemin en restant à l'affût des possibilités.

Si vous avez peu de pouvoir sur les circonstances et sur les autres, c'est vous seul qui décidez de votre comportement, de votre attitude. Des études ont prouvé que les gens proactifs qui prennent leur destin en main se tirent mieux d'affaire que ceux qui se posent continuellement en victimes.

Soignez votre réseau de soutien et éloignez les influences négatives. Les études montrent que l'humain a besoin d'un réseau de

soutien social pour fonctionner efficacement et c'est d'autant plus vrai quand les choses vont mal. On aime tous à l'occasion raconter nos misères pour attirer un peu de soutien et de sympathie, ce qui en soi n'a rien de mal, mais ça n'arrangera rien si vous en faites un mode de vie.

Il faut cesser de vous plaindre et obtenir de l'aide pour surmonter les revers. Fuyez la compagnie de ceux qui se complaisent dans le négativisme. Entourez-vous de gens, au travail et ailleurs, qui ont une attitude positive et qui pourront vous motiver quand vous en aurez besoin, plutôt que de vous entraîner plus loin dans votre spirale funeste.

Cherchez des mentors. Ils sont partout : les employés qui font du bon travail, qui aiment leur carrière, qui semblent heureux la plupart du temps, qui se plaignent rarement, qui sont aimés de tous et qui respectent tout le monde. Ce sont vos collègues, vos patrons ou même vos amis d'une autre profession. Ce n'est pas que par chance qu'ils réussissent. Observez-les, faites comme eux, posez-leur des questions, apprenez de leur exemple.

Travaillez à vous améliorer. Dans la police, milieu de travail centré sur l'humain, les aptitudes sociales sont particulièrement importantes. Tout votre travail consiste à gérer des relations avec les autres, sur le terrain comme dans l'organisation. Vous pouvez lire des livres, suivre des formations (en judo verbal par exemple) ou trouver d'autres façons d'améliorer vos aptitudes sociales, y compris consulter.

Si vous avez l'habitude de blâmer votre entourage, songez à améliorer vos aptitudes sociales, comme vous le feriez de n'importe quelle autre compétence devant un constat de malaise dans une situation donnée. Vous améliorerez ainsi votre rendement, vous vous sentirez plus sûr de vous et vous prendrez plus de plaisir à accomplir ce que vous devez faire. Toutes les compétences que vous acquérez deviennent vos atouts et vous suivent partout, dans tout ce que vous faites, à titre personnel ou professionnel.

À LA RESCOURSSE DES BRAILLARDS CHRONIQUES

Il peut être frustrant d'échanger avec un membre du CBC, aussi il est important de résister à l'envie de lui

répondre avec autant de négativité qu'il en montre. Voici quelques conseils pour éviter de nourrir son feu :

Ne devenez pas habilitant. Dès qu'il se lance en jérémiades et résiste à une réorientation, changez de sujet ou quittez poliment. Ne cherchez pas à le museler, vous ne feriez qu'empirer les choses.

Faites preuve de respect. Aussi difficile que cela puisse être envers quelqu'un de négatif et d'irritant, traiter tout le monde avec respect s'avère payant en fin de compte.

Incarnez le positivisme. Au travail, vous êtes toujours en représentation. Plus vous vous montrerez positif et mature, meilleur sera votre sort et plus les autres apprendront de vous.

Pensez à devenir un mentor. Si quelqu'un vous semble en arracher, trouvez une façon respectueuse de lui offrir votre aide, votre empathie, votre orientation. La personne en détresse que personne n'a essayé d'aider est mûre pour le CBC. Elle peut ne pas vous sembler réceptive sur le coup, mais osez semer et espérez récolter plus tard.

Imposez des limites au comportement toxique ou non éthique. C'est difficile, mais nécessaire. On y arrive souvent en parlant respectueusement à l'employé problème auquel on signifie des attentes claires en matière de comportement. S'il faut en venir à des mesures disciplinaires, demandez conseil aux ressources humaines qui vous aideront à agir en toute légalité, dans le respect et de manière professionnelle.

Reconnaissez la complexité et la particularité du comportement de chaque employé problème. Chaque patron devenu mauvais, chaque employé devenu membre du CBC avait ses raisons à lui – chacun devra trouver ses propres solutions. »

Autrefois psychologue auprès des policiers, Alexis Artwohl est maintenant consultante en sciences du comportement auprès d'organismes d'application de la loi. Elle est chercheuse et auteure et a fait beaucoup de formation aux États-Unis, au Canada, au Mexique, au Royaume-Uni et en Jordanie.



PLONGÉES DANS L'ENFER

UNE VIDÉO LÈVE LE VOILE SUR LES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Par l'insp. Gerry Kerr, Opérations du district, Nunavut, GRC

Elle a environ 6 ans. Il y a beaucoup de bruit. On cogne de grands coups à la porte qui finit par s'ouvrir. Des « étrangers » entrent. Son père se débat. Il est maîtrisé et emmené avec les autres filles.

Une femme s'approche d'elle et lui demande de lui expliquer ce qui s'est passé. La fillette décrit de très grands hommes, en uniforme, casqués et armés. Ils étaient très méchants. Puis, la dame l'emmène; quelques mois plus tard, elle rentre à la maison où elle retrouve sa mère, son père et sa grand-mère; et reçoit une correction pour avoir dit la vérité.

Il a fallu du temps pour que les membres de la GRC qui ont interviewé la dame comprennent que les « étrangers » étaient en fait des policiers en tenue antiémeute venus faire une descente dans le bordel de son père. La « femme » était une agente des services sociaux qui l'a confiée à l'aide à l'enfance pendant plusieurs mois. Son père était un membre d'un gang, un proxénète et un revendeur de drogue bien connu qui tenait une maison de débauche.

C'est le récit d'une des victimes interviewées lors de la réalisation de la vidéo de formation de la GRC intitulée *Prostitution/Sexual Exploitation, Victims Perspective*. Cette vidéo montre les souffrances que certains enfants endurent et enseigne aux policiers à reconnaître les signes d'exploitation tout en réalisant combien leur approche peut sembler intimidante aux victimes.

La dame qui relate son histoire a été « mise au travail » dès l'âge de 5 ans par son père. Elle a raconté comment ça s'était passé la première fois. Elle se souvient que son père l'a récupérée plus tard au coin d'une rue où on l'avait abandonnée en sang. Il n'était pas question d'aller à la police ou à l'hôpital. Seuls résonnaient dans sa tête les mots de sa grand-mère avant son départ « n'oublie pas de te faire payer, chérie ».

En 2009, la députée Joy Smith de la circonscription de Kildonan-St. Paul, au Manitoba, a proposé à des instructeurs de police de rencontrer deux victimes de la traite de personnes lors d'un exposé à l'Assemblée provinciale. L'objectif était de discuter de stratégies et conseils à donner aux policiers



qui enquêtent sur ce type de cas, en s'appuyant sur le vécu des deux femmes. L'expérience fut révélatrice.

En tant que sous-officière responsable de la formation au Manitoba, j'ai proposé de réaliser une vidéo de formation en interviewant des victimes et en leur demandant ce que les enquêteurs et les autres professionnels pourraient faire pour mieux accompagner les victimes de la traite de personnes et de la violence faite aux enfants; l'idée étant de s'en servir ensuite pour sensibiliser les policiers, travailleurs sociaux, procureurs et professionnels de la santé.

Le projet est devenu réalité grâce au concours de René Huot, du Groupe de la vidéo en Alberta, et des cap. Ed Riglin au Manitoba et Joe Verhaeghe du projet KARE en Alberta, qui ont aidé à réaliser l'entrevue de six victimes et de plusieurs experts.

Les victimes avaient des histoires différentes : l'une d'elles avait été exploitée alors qu'elle n'était encore qu'une enfant, une autre avait été amenée de l'étranger, une troisième avait été exploitée par le biais d'Internet, une quatrième était la fille d'un policier du Groupe de la moralité publique, et deux autres avaient été « initiées » à l'adolescence.

Ces victimes ont été exploitées sexuellement pour de l'argent, certaines à un très jeune âge. Il ne s'agit pas seulement d'exploitation sexuelle, mais aussi d'esclavage.

Ces enfants et ces femmes ont été profondément affectées. Certain ont des tatouages permanents. Elles portent dans leur chair les marques que leurs geôliers leur ont infligées : cicatrices, fractures, blessures au couteau. Mais toutes les cicatrices ne sont pas visibles — et les séquelles psychologiques sont souvent complètement débilantes.

On a posé trois questions aux victimes :

- Comment vous êtes-vous retrouvé là?
- Quels indices devraient éveiller les soupçons des policiers?
- Comment la police peut-elle mieux intervenir?

Les commentaires des victimes dans cette vidéo sont édifiants et leurs conseils, précieux :

En cas de soupçon sur un possible cas d'exploitation, séparer la victime potentielle du reste du groupe avant de l'interroger.

Poser des questions simples, mais révélatrices : Où dormez-vous? Où se trouve l'épicerie? Qui est votre médecin? Comment vous procurez-vous vos médicaments? (souvent, on donne aux victimes des antibiotiques pour éviter les maladies sexuellement transmissibles) Qui achète vos vêtements? Les personnes exploitées sont constamment surveillées et ne peuvent rien faire d'elles-mêmes. Il est probable qu'elles seront incapables de répondre à ces questions



pourtant banales.

Donner un numéro de téléphone ou une adresse électronique facile à mémoriser. Si les geôliers découvrent la carte professionnelle d'un policier, la victime risque des représailles.

Chacune des femmes interviewées se souvient d'avoir été malmenée par la police, les tribunaux et les services sociaux. Le lien de confiance est alors brisé à jamais.

Elles se rappellent aussi des fois où elles ont été traitées avec compassion et respect. Un geste aussi simple que d'offrir une tasse de café peut faire la différence.

Toutes les victimes interviewées dans cette vidéo ont réussi à quitter le milieu et sont devenues les défenseurs de celles qui s'y trouvent encore. Cependant, passer de la « rue » à une vie « normale » n'est pas chose aisée — et le regard de la société sur la prostitution n'aide pas.

Beaucoup de gens ne les considèrent pas comme des victimes qui ont été exploitées, menacées, battues ou séquestrées. Certains, y compris des policiers, pensent qu'elles sont entrées volontairement dans ce milieu, ce qui est faux.

La vidéo donne également la parole à des experts — policiers, travailleurs sociaux et analystes de renseignements criminels qui ont travaillé de près avec ces groupes vulnérables; ils expliquent que les victimes sont fragiles, craintives et peu disposées à porter plainte ou à témoigner.

Elles ont été battues, affamées et menacées. Toxicomanes, elles sont à la merci de leurs souteneurs et fournisseurs de drogue. Lorsqu'elles osent porter plainte, les proxénètes utilisent des gestes pour les menacer discrètement de coups ou de violences dès qu'elles auront quitté le poste de police. Parfois, la police les traumatise encore davantage en leur posant des questions personnelles et indiscrettes auxquelles la plupart d'entre nous refuseraient de répondre.

Les victimes étrangères rencontrent encore plus d'obstacles. Elles hésitent d'autant plus à porter plainte qu'elles viennent souvent de pays où la police est corrompue. Privées de leurs passeports par leurs proxénètes, elles ne parlent pas la langue, ne comprennent pas les lois canadiennes et craignent d'être renvoyées dans leur pays d'origine; leur statut au pays étant précaire.

Le respect est un mot qui revenait sans cesse dans les entrevues.

Les victimes ont beaucoup de difficultés à surmonter la terreur que leur inspirent leurs

geôliers. Nombre d'entre elles ont cherché, dans un moment de désespoir, de l'aide auprès de policiers et de travailleurs sociaux et ont été accueillies de manière grossière, agressive, outrancière, dévalorisante ou apathique.

Tout le monde a peur de l'inconnu et certaines victimes n'ont connu que ce milieu. On peut donc comprendre qu'elles craignent d'en sortir. Il faut espérer que la vidéo rappellera aux intervenants combien il est important de traiter chaque personne avec respect et compassion.

Après tout, ce sont des êtres humains — des sœurs, des frères, des mères, des filles,

des amies — qui méritent autant de respect que nos propres familles. Notre travail est de servir et protéger et pour cela il faut de la compassion. ■

L'insp. Gerry Kerr enseigne les techniques d'enquête sur la violence faite aux enfants depuis 1997. Elle a passé trois ans au sein du groupe d'enquête sur les crimes sexuels et contre la personne à Fort McMurray (Alberta). Seuls les services sociaux et de police peuvent se procurer la vidéo à des fins de formation en communiquant avec le Groupe de la vidéo de la Région du Nord-Ouest, en Alberta.

RECONNAÎTRE ET AIDER DES VICTIMES DE LA TRAITE DE PERSONNES

La traite de personnes (TP) se produit au Canada et les victimes ne sont pas toujours des ressortissantes étrangères. Bon nombre sont des citoyennes canadiennes.

Parfois, les victimes de la TP :

- viennent de pays étrangers;
- ont été tatouées ou marquées par les trafiquants pour montrer qu'elles leur appartiennent;
- semblent contrôlées et intimidées, et ressentent une peur psychologique anormale;
- ne connaissent pas le voisinage même si elles l'habitent depuis longtemps;
- ne savent pas où sont leurs documents (passeport, pièces d'identité, etc.);
- ne voient pas la police d'un bon œil;
- ne se considèrent pas comme étant des victimes de la TP.

Les enfants ou les adolescentes qui sont victimes peuvent :

- fournir des récits appris à l'avance ou des réponses artificielles ou trop mûres pour leur âge;
- regarder l'adulte qui les accompagne afin d'obtenir la permission de répondre aux questions;
- voyager en compagnie d'un adulte qui n'est pas un parent ni un tuteur légal.

Voici quatre mesures à prendre sur les lieux :

- assurer la sécurité de la victime, la

protéger;

- restreindre l'accès aux lieux pour éviter qu'il y ait d'autres victimes;
- demander à la victime et aux voisins s'il y a d'autres victimes;
- s'assurer qu'il n'y a pas de trafiquant parmi les victimes.

Pour protéger l'identité d'une victime, il faut :

- être proactif, car les victimes vont rarement d'elles-mêmes voir la police;
- être conscient que des cas de TP peuvent faire surface dans tous les types d'enquêtes policières (p. ex. : les cas de violence conjugale, les contrôles routiers);
- au moment d'évaluer les risques auxquels s'expose une victime potentielle, tenir compte du mal qui pourrait être fait à ses proches;
- effectuer une évaluation continue des risques;
- prendre des mesures pour assurer la protection des victimes potentielles.

— Mallory Procnier

Source: Guide sur la TP pour les policiers opérationnels du Centre national de coordination contre la traite de personnes.



AU-DELÀ DE NOS FRONTIÈRES

UN ANCIEN ANALYSTE DE LA GRC AIDE DES VICTIMES D'EXPLOITATION

Il y a plusieurs années, Brian McConaghy, ancien analyste judiciaire de la GRC, s'est trouvé au milieu d'une fusillade à la frontière du Cambodge alors qu'il était en vacances en Thaïlande. Cette expérience significative l'a inspiré à fonder Ratanak International, un organisme sans but lucratif qui vient en aide aux Cambodgiens. Sigrid Forberg, rédactrice pour la Gazette s'est entretenue avec M. McConaghy sur son intérêt pour les jeunes victimes d'exploitation.

COMMENT EN ÊTES-VOUS ARRIVÉ À TRAVAILLER À DES AFFAIRES D'EXPLOITATION SEXUELLE D'ENFANTS?

Sachant que j'avais passé beaucoup de temps en Asie, des membres du Service de police de Vancouver (SPV) m'ont demandé de visionner des vidéos de jeunes victimes d'exploitation pour leur dire dans quel pays les enfants se trouvaient. Après des années passées aux homicides, où j'ai été témoin d'innombrables scènes sanglantes, je pensais avoir tout vu. J'avais tort : j'ai vu dans ces vidéos les pires atrocités dont les êtres humains sont capables.

J'ai ensuite été détaché auprès du SPV. Non seulement je pouvais nommer le pays où se trouvaient les enfants, mais je pouvais aussi les renseigner sur des emplacements probables de quartiers. En 72 heures, je pouvais trouver les coordonnées GPS des pièces où se produisaient les agressions, ce qui valait de l'or. J'ai alors su que je pouvais vraiment aider. Même si mes connaissances portaient notamment sur l'identification de balles d'armes à feu et de couteau à partir d'empreintes d'os, les principes judiciaires utilisés pour comparer des pièces dans des vidéos à des pièces réelles étaient les mêmes. Mes compétences et mon désir d'aider ces enfants à temps plein m'ont amené à mettre fin à ma carrière à la GRC.

EN QUOI VOTRE EXPÉRIENCE VOUS AIDE-T-ELLE DANS VOTRE TRAVAIL CARITATIF?

Mes 22 années et demie à la GRC m'ont permis d'acquérir la formation dont j'avais besoin pour faire face à ces crimes. En deux décennies, j'ai appris peu à peu à compar-



Lors d'un voyage récent au Cambodge, Brian McConaghy et une employée du centre de réadaptation discutent avec des enfants du district des bordels.

timiter ma vie. Pour composer avec des scènes sanglantes dans le milieu policier, il faut ce genre d'aptitudes. On doit aussi absolument apprendre à se détacher de ses émotions et continuer son travail, surtout si on apprend à connaître les enfants.

C'est la même chose sur le plan administratif : il faut être détaché, avoir un esprit très analytique et ne pas se laisser envahir par les émotions. Et le seul fait de comprendre l'application des lois et les protocoles que doivent respecter les policiers est crucial. Il ne sert à rien de discuter avec éloquence de la moralité d'une situation avec un politicien si on ne comprend pas bien la façon dont les lois seront appliquées concrètement.

SELON VOUS, QUEL EST LE PLUS GROS OBSTACLE À LA POURSUITE DE CES CRIMINELS AU CANADA?

À mon avis, on ne peut tout simplement pas mener d'enquêtes internationales crédibles en collaboration avec d'autres pays sans y être très actif. Les agents de liaison travaillent très fort à l'étranger. Cela dit, ils ont parfois beaucoup d'expérience dans un pays donné, mais ne connaissent rien du pays voisin, ce qui est particulièrement le cas pour le Cambodge, où l'on trouve un régime postcommunisme et postgénocide, alors qu'en Thaïlande, le contexte est totalement différent. Cette

situation est très difficile à gérer. Les autorités des pays visés par des enquêtes ne sont pas disposées à accorder des faveurs à l'agent qui se rend sur place, disons une fois tous les deux mois. De toute évidence, ces limites sont intimement liées aux budgets. La lutte contre la drogue est une priorité depuis des années au chapitre des enquêtes internationales. Cependant, vu les marges de profit actuelles, je suis convaincu que le commerce de la drogue sera rapidement éclipsé par la traite de personnes d'ici dix ans.

QU'EST-CE QUE LES SERVICES DE POLICE DEVRAIENT SAVOIR DE PLUS AU SUJET DU TOURISME SEXUEL?

C'est être naïf de penser que ça arrive seulement à l'étranger. Ces crimes sont très souvent d'origine intérieure même s'ils ne se produisent pas ici.

Il est vrai que ce sont les crimes les plus horribles auxquels j'ai travaillé pendant ma carrière. Mais les fillettes de sept, huit et neuf ans qu'on a sauvées dans la première affaire à laquelle j'ai pris part sont devenues de belles jeunes femmes, et je les aime comme mes propres filles. Peu importe les atrocités qu'ont subies les victimes de ces crimes, leur vie n'est absolument pas détruite. Il y a de l'espoir; si ce n'était pas le cas, je ne ferais pas ce travail. ■



SUR LA ROUTE

ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE AVEC L'AIDE DES AUTOMOBILISTES

Par Sigrid Forberg

Un automobiliste aux facultés affaiblies peut être aussi dangereux qu'un pistolet chargé. C'est pourquoi des villes canadiennes font appel aux citoyens pour accroître la sécurité routière.

La Saskatchewan Government Insurance (SGI) travaille en collaboration avec la Saskatchewan Gaming and Liquor Association et les divers services de police de la province, avec l'appui de Mothers Against Drunk Driving et de Students Against Drunk Driving, afin d'inciter la population à composer le 9-1-1 pour signaler des personnes soupçonnées de conduire avec les facultés affaiblies.

LA COLLECTIVITÉ JOUE UN RÔLE CRUCIAL

Complément au travail des policiers chargés de la sécurité routière, le programme Report Impaired Driving (RID) a d'abord été lancé à Saskatoon en 2010, puis mis en œuvre dans toute la province en 2011.

« RID nous permet de surveiller de près la conduite avec facultés affaiblies tous les jours de l'année, explique le serg. Andrew Puglia du Groupe de la circulation, Service de police de Regina. Grâce à cet outil, les automobilistes savent qu'il n'y a pas que la police qui les surveille. »

Si un automobiliste voit un véhicule dont le conducteur semble sous l'influence de l'alcool ou de la drogue, on l'encourage à s'arrêter et à composer le 9-1-1 pour fournir au répartiteur le numéro de la plaque et la

description du véhicule. L'information est ensuite transmise à des policiers en patrouille, qui tenteront d'intercepter le véhicule.

« Le programme est bien annoncé dans la ville, ajoute Puglia. Nous comptons sur la participation des citoyens et espérons qu'ils nous avertiront de ce genre de situation afin que nous puissions intervenir immédiatement. »

UNE RÉUSSITE À REGINA

Si les policiers ne trouvent pas le véhicule ou s'ils sont occupés au moment de l'incident, mais qu'ils ont suffisamment d'information, ils enverront au propriétaire enregistré du véhicule une lettre, à titre informatif, décrivant les renseignements détaillés signalés à la police par l'appelant.

Les policiers ouvrent un dossier pour chaque lettre envoyée et constatent parfois des tendances dans les signalements. Et jusqu'à présent, ce programme a donné des résultats impressionnants.

« Bientôt à sa troisième année d'existence, le programme a permis d'intercepter plus de 500 conducteurs aux facultés affaiblies, ce qui peut se traduire par une baisse du nombre de décès et de collisions et des millions de dollars d'économies », soutient Vic Pankratz, gestionnaire du programme RID pour la SGI.

La plus grande réussite du programme est le fait qu'il n'accroît pas la charge de travail des policiers. La participation de la collectivité contribue énormément au succès du RID, et à en juger par le nombre de signalements

reçus jusqu'à présent, les citoyens l'appuient grandement.

« La beauté de ce programme, c'est qu'il ne requiert pas vraiment de ressources supplémentaires des services de police, explique M. Pankratz. Ils peuvent généralement l'intégrer à leur structure actuelle et nous disent recevoir beaucoup de messages de reconnaissance et de remerciements. »

EDMONTON ADOPTE L'IDÉE

Des programmes comme RID connaissent un franc succès ailleurs au Canada. Le Service de police d'Edmonton (SPE) a lancé en 2006 le projet pilote Curb the Danger, qui est devenu permanent en 2007. Comme pour RID, le suivi effectué dans le cadre de ce programme joue un rôle important dans la sensibilisation.

Barney Stevens, inspecteur retraité du SPE et actuel coordonnateur de Curb the Danger, dit avoir été remercié personnellement par des parents ayant reçu des lettres les informant que leur jeune avait été vu en train de conduire de manière irrégulière.

« Le programme doit son efficacité au travail d'équipe, assure M. Stevens. Des citoyens qui prennent le temps de signaler ces conducteurs aux policiers qui tentent d'intercepter les véhicules, en passant par les employés qui consignent les incidents, tous ont adopté l'idée. »

Cet enthousiasme a donné lieu à des statistiques impressionnantes. Depuis octobre 2006, le SPE a reçu plus de 54 000 appels liés au programme, lesquels ont permis d'écarter des routes plus de 5 000 conducteurs aux facultés affaiblies. Près de 40 % des véhicules interceptés ont mené à une accusation de conduite avec facultés affaiblies ou à une intervention policière, notamment pour vol de véhicule, conduite en période de suspension de permis ou d'interdiction, infraction au code de la route provincial ou trouble médical.

« Nous voulons tous empêcher les automobilistes aux facultés affaiblies de prendre le volant, affirme M. Stevens. Les gens qui reçoivent une lettre du service de police y penseront peut-être deux fois avant de récidiver. »

Plusieurs villes canadiennes ont mis en œuvre des programmes visant à encourager les signalements d'automobilistes soupçonnés de conduire avec les facultés affaiblies.





RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES



Les extraits suivants d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi reflètent les vues et les opinions des auteurs, mais pas nécessairement celles de leur organisation d'attache. Les rapports intégraux sont accessibles au site Web indiqué à la fin de chaque résumé.

WHY WOMEN STAY: A THEORETICAL EXAMINATION OF RATIONAL CHOICE AND MORAL REASONING IN THE CONTEXT OF INTIMATE PARTNER VIOLENCE (EN ANGLAIS SEULEMENT)

Par Silke Meyer

Ce document porte sur les motifs qui poussent des victimes à rester dans une relation de violence exercée par le partenaire intime (VPI). On y affirme qu'il faut d'abord comprendre pourquoi les femmes restent dans de telles relations afin de les aider à mener une vie exempte de violence.

Les mentalités ont évolué au fil des ans. Ainsi, la VPI est passée d'une affaire endurable et privée à une préoccupation publique qu'on règle devant les tribunaux. Meyer explique toutefois qu'on comprend mal pourquoi ces femmes restent dans une relation violente.

Selon des études antérieures, peu

de femmes mettraient fin à une relation lorsqu'elle devient violente. De nouvelles recherches démontrent toutefois qu'elles ne sont plus des victimes passives et qu'elles prennent des décisions proactives. Ces femmes croient qu'à moins de se soustraire de façon permanente à la VPI, il vaut mieux ne pas essayer de partir. Elles craignent d'attirer les représailles de leur partenaire sur elles-mêmes ou leurs enfants et estiment qu'elles doivent analyser les pour et les contre.

L'étude révèle que toutes les victimes ont affirmé chercher de l'aide, mais que la plupart (72,4 %) sont restées avec leur partenaire violent. 45 % ont essayé de quitter leur partenaire, mais sont revenues une ou plusieurs fois.

Toutes les femmes éprouvent des craintes à l'idée de quitter leur partenaire violent : la sécurité des personnes à leur charge, les difficultés financières et les représailles violentes. À leurs yeux, ces risques sont plus grands que les avantages de mettre fin à la relation.

La présence d'enfants dans une relation violente est souvent mentionnée comme une raison qui incite une femme à rester avec son partenaire violent. Ces femmes craignent pour leur propre sécurité et celle de leurs enfants. Certaines d'entre elles ont affirmé que leur partenaire violent avait menacé de

s'en prendre aux enfants. D'autres veulent conserver l'unité de la famille pour que leurs enfants grandissent dans un milieu normal. Elles reviennent au sein d'un ménage très violent pour offrir à leurs enfants la sécurité et la protection dont ils ont besoin.

Les femmes restent aussi dans une relation violente parce qu'elles dépendent financièrement de leur partenaire. Pour 41 % d'entre elles, il s'agit d'un facteur décisif et 90 % ont compris qu'elles auraient besoin d'aide gouvernementale pour vivre seules. Certaines femmes ont passé plusieurs mois à planifier leur départ afin d'être prêtes à vivre seules. D'autres ont déclaré qu'il est difficile de tout abandonner ce qu'elles ont mis tant d'effort à obtenir.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

La décision des victimes de rester avec un partenaire violent est prospective et fondée sur des choix rationnels afin de réduire les préjudices pour elles-mêmes et leurs enfants.

La présence d'enfants incite habituellement les femmes à poursuivre la relation.

Les victimes élaborent des stratégies pour atténuer les difficultés financières et elles sont prêtes à vivre dans la violence pour atteindre l'autonomie financière.

La décision des victimes de rester



dans une telle relation repose sur divers facteurs que la collectivité policière doit comprendre pour ne pas la juger irrationnelle ou irresponsable.

Meyer soutient qu'il est important de comprendre les raisons qui poussent les femmes à rester dans des relations violentes afin de leur offrir un soutien social adéquat. Le soutien et la compréhension des victimes de VPI permettent d'écourter leur acceptation de la violence. Meyer précise qu'à moins de se sentir appuyées et comprises lorsqu'elles songent à prendre le risque de quitter leur partenaire violent, elles resteront avec celui-ci.

**POUR CONSULTER LE
RAPPORT INTÉGRAL :**
WWW.ANJ.SAGEPUB.COM

POLICE INTERVIEWS WITH VULNERABLE ADULT SUSPECTS (EN ANGLAIS SEULEMENT)

Par Lorana Bartels, Ph. D.

Dans cet article, Bartels donne un aperçu des principaux problèmes auxquels les policiers sont susceptibles d'être confrontés lors de l'interrogatoire de suspects vulnérables d'âge adulte.

Comme il n'existe aucune définition internationalement reconnue des personnes vulnérables, Bartels catégorise ces adultes ainsi : déficience physique, déficience mentale ou intellectuelle, statut indigène ou non-anglophone.

Bartels précise que les questions posées par l'enquêteur doivent être adaptées aux capacités de communication des suspects et qu'il faut éviter les questions suggestives.

Elle explique que de nombreuses pratiques exemplaires associées aux interrogatoires des témoins vulnérables peuvent aussi s'appliquer aux interrogatoires des suspects vulnérables, c'est-à-dire : établir une bonne relation et des règles de base pour l'interrogatoire, utiliser des questions ouvertes, laisser libre-cours à la conversation, poser des questions dans un ordre logique, clore l'interrogatoire avec sérieux, permettre à la personne interrogée de corriger les erreurs, puis évaluer l'interrogatoire sur les plans de

l'information recueillie et du comportement du sujet.

Un suspect souffrant de déficience mentale ou intellectuelle est habituellement passif, calme et très influençable. Il a de la difficulté à se souvenir d'une information, à se concentrer et à contrôler son comportement. Il peut aussi ne pas comprendre les indices sociaux ou savoir quelle loi a été enfreinte et il ne manifeste pas toujours une affection préexistante. Les policiers doivent donc interroger le suspect sur son état et savoir comment poser les bonnes questions.

Un suspect peut aussi avoir une déficience physique, comme une perte d'audition, l'empêchant de comprendre les questions posées. Il peut alors devenir craintif, ce qui sera interprété comme de la culpabilité. La présence d'une personne pouvant communiquer avec lui est donc essentielle.

Pour les suspects dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, la présence d'un interprète est essentielle à l'intégrité de l'interrogatoire. Une personne peut se débrouiller en anglais sans comprendre les mots complexes ou inhabituels associés à un interrogatoire de police.

Selon cette étude, d'autres recherches doivent être effectuées afin qu'on tienne compte des mesures prises à l'égard des suspects vulnérables dans la formation policière et dans la gestion des interrogatoires ainsi que de l'incidence qu'ont ces mesures sur les enquêtes criminelles.

**POUR CONSULTER LE
RAPPORT INTÉGRAL :**
WWW.AIC.GOV.AU

R U DIFFERENT EVALUATION REPORT (EN ANGLAIS SEULEMENT)

Par Gary Lovatt

Ce rapport résume les résultats d'un projet dirigé par Social Sense — une organisation communautaire du Royaume-Uni — afin de comprendre les pressions exercées sur les jeunes qui adoptent des comportements risqués. Il vise à atténuer les mauvaises perceptions des jeunes concernant la fréquence à laquelle leurs pairs adoptent des comportements risqués ainsi qu'à réduire la violence sexuelle chez les jeunes du Royaume-Uni.

Selon une étude réalisée aux États-Unis et en Australie, si on pouvait atténuer ces pressions en expliquant clairement ce qu'est la norme sociale pour ces jeunes, ou la fréquence à laquelle ils participent à de telles activités, les comportements pourraient s'améliorer et les pressions sociales s'atténuer.

L'étude révèle que les pressions sont souvent causées par des reportages exagérés sur la sexualité et la consommation d'alcool des jeunes, qu'on présente de façon négative; des messages gouvernementaux mal conçus sur les drogues et la santé sexuelle selon lesquels la part de jeunes qui se livrent à ces activités est beaucoup plus grande que dans les faits et par les récits exagérés des pairs et des étudiants plus âgés quant à leur participation à des activités risquées.

Social Sense a interviewé plus de 700 000 jeunes provenant de différents milieux pour connaître leurs attitudes, leurs perceptions et leurs comportements au quotidien.

L'organisation et ses partenaires stratégiques ont par la suite mis en œuvre des programmes d'intervention afin de véhiculer un message positif aux jeunes. Ils ont utilisé des affiches, une signalisation numérique, des activités interactives en classe et des applications mobiles. À leur tour, les jeunes ont formulé des commentaires sur l'influence des programmes d'intervention.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Au début du programme, les jeunes ont affirmé croire que 30 % de leurs pairs s'étaient saoulés la semaine précédente alors que le taux réel était de seulement 7 %.

Le programme a fait chuter ce taux à 19 % et il vise à modifier davantage les perceptions afin qu'elles correspondent aux comportements réels.

Les résultats concernant la consommation de cannabis et les activités sexuelles étaient semblables.

Du soutien supplémentaire est parfois nécessaire — les affiches encourageant les jeunes à faire appel aux services de soutien locaux se sont avérées très efficaces. »

**POUR CONSULTER LE
RAPPORT INTÉGRAL :**
WWW.HOMEOFFICE.GOV.UK



HARMONISER VIE ÉTUDIANTE ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

UN MOYEN DE FAIRE AMENDE HONORABLE

By Sigrid Forberg

Pour de nombreux jeunes Canadiens, partir pour l'université est un rite de passage. Pour certains, l'excitation d'être indépendants pour la première fois est bouleversante, et ceux-ci cumulent rapidement les incartades.

À l'université Dalhousie à Halifax, comme dans d'autres institutions postsecondaires, les infractions commises au début du semestre d'automne ont surtout trait à l'alcool.

L'opération Fall Back, menée par la Police régionale de Halifax de septembre à octobre, consiste à donner des contraventions pour consommation d'alcool par des mineurs, ivresse dans un lieu public et possession d'un contenant d'alcool ouvert. Pour la gend. Illya Nielsen, agente de liaison avec l'université Dalhousie, l'exécution de la loi ne suffit toutefois pas.

« L'opération Fall Back s'est avérée efficace, explique-t-elle, mais l'exécution de la loi a ses limites. Il faut aussi essayer de changer la culture et les attitudes. »

CHANGEMENT DE CAP

La N.-É. offre un programme de justice réparatrice structuré pour les jeunes. Lorsque les ados de 12 à 17 ans ont des démêlés avec la justice, un éventail de solutions sont envisagées avant d'appliquer des mesures punitives.

Mais les étudiants du postsecondaire, pour la plupart âgés de 18 à 24 ans, se situent au-delà de cette tranche d'âge. Lorsqu'ils écoupent d'une contravention sur le campus et à

l'extérieur, ils ont une tache à leur dossier pour toute la vie.

« Nous nous sommes demandé quelle était la différence entre un jeune de 17 ans et un jeune de 18 ans, explique Jake MacIsaac, agent de sécurité communautaire à l'université Dalhousie. Comment prédire le comportement d'un jeune de 18 ans hors du foyer pour la première fois? »

C'est dans cette optique que Jennifer Llewellyn, professeure agrégée de droit, a réuni les diverses parties concernées – le ministère de la Justice provincial, la police de la localité et l'administration de l'université – pour examiner comment un programme de justice réparatrice favoriserait une prise de conscience chez les étudiants.

« Il y a toute une série de bienfaits, explique-t-elle. Ils en viennent à comprendre que les règles sont importantes et n'ont pas pour but de rompre la fête, mais bien de structurer leurs relations, et que leurs actes ont des conséquences sur autrui. »

Les étudiants ont 24 heures après avoir écoupé d'une contravention pour s'enregistrer au programme et, s'ils le réussissent, la contravention n'apparaîtra jamais dans leur dossier.

« Espérons qu'ils en retirent plus que le simple fait de ne pas payer d'amende, ajoute la gend. Nielsen. Nous tentons de modifier leur attitude en l'espace de quatre ans. »

UNE PERSPECTIVE NOUVELLE

L'administration aborde le programme dans une perspective de sensibilisation et d'empathie. Les étudiants sont placés dans des groupes de 15 à 20 où ils réfléchissent à leurs actes et à leur raisonnement, ou à l'absence de celui-ci.

Mais auparavant, chaque étudiant participe à une entrevue individuelle avec Jake MacIsaac. Ce dernier leur présente alors l'exemple d'une mère qui, tous les samedis matins de septembre à mai, doit d'abord laver au tuyau d'arrosage son entrée d'auto et ramasser bouteilles, attirail de drogues et condoms avant que ses enfants puissent aller jouer dehors. La plupart des étudiants n'avaient jamais réfléchi aux conséquences de leurs actes pour leurs concitoyens.

« Avec une attitude positive, chaque erreur peut être l'occasion d'apprendre, explique Jake MacIsaac. Il faut du courage pour dire : j'ai fait une erreur, je veux me racheter. Et il faut que la collectivité aménage des lieux propices où les jeunes puissent le faire. »

Depuis septembre, 150 étudiants ont pris part au programme. Si certains membres de la collectivité soutiennent que les jeunes ne veulent qu'éviter une amende, Jake MacIsaac réplique que payer l'amende escamote la possibilité de dialoguer et de tenter de réparer. Avec ce programme, on espère qu'ils apprendront à assumer la responsabilité de leurs actes à l'avenir. »

Le programme de justice réparatrice de l'université Dalhousie aide les étudiants aux prises avec des accusations ou une amende, souvent liées à l'alcool, à réparer leur faute.

